

LES TRANSPORTS MARITIMES

Augustin HAMON,
Les Maîtres de la France, tome III,
Éditions sociales, février 1938, 354 pages

[107] Un système de conventions et de subventions pour l'exécution de services publics règne dans ces transports. Après avoir favorisé la concentration, ce système tend de plus en plus à remplacer la responsabilité des compagnies concessionnaires par celle de la collectivité d'État. En même temps, ce système favorise les intérêts des constructeurs. Le montant des subventions statales [étatiques] se chiffre annuellement à plus de 400 millions.

La Compagnie générale transatlantique.

Cette compagnie maritime, la plus importante de toutes, est sous le contrôle de l'État qui a dû avancer ou garantir plus d'un milliard d'emprunts obligataires ou d'avances directes. Son capital actions n'est que de deux cents millions. On lui a reproché sa politique somptuaire et toute de prestige. Cette même politique a continué sous le contrôle direct de l'État. Au cours de la guerre mondiale, la compagnie n'eut aucun bateau torpillé par l'Allemagne, et, à ce sujet, l'un de nous, dans *les Leçons de la guerre mondiale*, observa que la Compagnie transatlantique était entre les mains des Jésuites.

Son conseil d'administration est actuellement composé en partie de hauts fonctionnaires du ministère des Finances et de la Marine qui représentent l'État, puis d'anciens hauts fonctionnaires [106] et de quelques personnages qui représentent des intérêts de groupes, de Chambres de commerce, etc., etc.

Le président, M. Marcel Olivier, gouverneur général des colonies [Madagascar 1924-1930], a été vu antérieurement, de sorte qu'on ne sait s'il représente l'État ou un groupe financier [Réponse : l'État]. La même question peut être posée propos du vice-président, M. Pierre Marraud, déjà cité. Notons au passage que ces deux personnages sont grands officiers de la Légion d'honneur. L'administrateur-directeur général est M. Henri Cangardel, membre de l'Académie de marine ¹, qui siège en dix conseils, surtout d'entreprises de navigation et d'affaires s'y rattachant (voir ci-après), dont quelques-unes sont sous le contrôle de la Haute Banque, et notamment des Mirabaud. Le directeur est M. Jacques Boivin-Champeaux [frère cadet de Jean Boivin-Champeaux, avocat au Conseil d'État et à la Cour de Cassation, sénateur du Calvados à la suite de son père, membre du Conseil national sous Vichy, fondateur des Républicains indépendants], dont nous avons parlé dans le chapitre des Assurances (tome II).

¹ Elle [l'académie de Marine] compte en outre parmi ses cinquante membres M. Max Bahon, cité précédemment, M. Clément Colson (parent de Georges, déjà vu) ; le comte Maurice Bernard de Courville, ingénieur en chef du génie maritime en retraite (promotion de 1880 de l'École polytechnique), ancien directeur général des Établissements Schneider, marié à Louise Rondel, d'une famille de banquiers marseillais dont faisait partie feu Auguste Rondel, un des fondateurs de *l'Action française* ; M. André Dupont, déjà nommé ; René Fould, déjà nommé ; Georges Hersent, cité par nous ; **amiral Marie-Lucien Lacaze**, vu dans le tome I et que nous allons revoir dans les entreprises maritimes, feu Georges Lacour-Gayet déjà vu [1856-1935] [membre de l'Académie des sciences morales et politiques (selon *Crapouillot*, « 200 familles »), Georges Philippar (voir ci-après), Jean Rey qui était administrateur-directeur des anciens établissements Sautter-Harlé (voir Métallurgie), M. Emmanuel Rousseau déjà nommé, M. Albert Tirman, déjà nommé, M. René Julien-La Bruyère que nous allons trouver ci-après. Le quart de cette académie a ses sièges occupés par des personnages appartenant à la féodalité financière, soit comme employés, soit comme maîtres. Et nous ne sommes pas certains de ne pas en avoir oublié !

Parmi les administrateurs, nous trouvons trois inspecteurs des finances, en service actuellement, déjà nommé [109] M. Wilfrid Baumgartner comme directeur du mouvement général des fonds² ; M. Yves Bouthillier comme directeur du budget et du contrôle financier ³ ; M. Yves Bréart de Boisanger [né à Niort], du cercle de l'Union⁴, comme directeur général des contributions indirectes, ancien chef de cabinet du ministre des Finances (1933).

M. Jean Marie, ingénieur en chef de la Marine (génie maritime), voisine dans le conseil avec le vice-amiral Grand-Clément et le contre-amiral Védel. Ces derniers personnages représentent aussi l'État, comme les inspecteurs des finances que nous venons de citer. Il semble que l'ancien préfet de police Alfred Morain rentre dans la même catégorie. Peut-on en dire autant de l'ancien sénateur Victor Peytral ? Nous n'en savons rien. Toujours est-il que cet ancien ministre des Travaux [110] publics ⁵ siège dans le conseil de sociétés que nous verrons dans ce chapitre même, et qui sont contrôlées par des groupes de capitalistes marseillais. Quant à MM. Hermann du Pasquier et Louis Paul Morard, ils appartiennent à des Chambres de commerce, le premier du Havre (il en est le président), le second d'Alger. Citons enfin M. Edmond Delage, un rédacteur au *Temps*.

La Société anonyme des chantiers et ateliers de Saint-Nazaire (Penhoët)*.

Cette société continue à être le constructeur favori de la Compagnie transatlantique avec laquelle elle avait des rapports intimes et nombreux, avant que l'État ne prenne le contrôle de cette dernière compagnie. Aussi, avons-nous pensé qu'il valait mieux étudier cette société métallurgique dès maintenant, au moment où nous venions d'étudier la compagnie dont elle était le grand fournisseur. Or, qui rencontre-t-on dans le conseil de cette société métallurgique, dont le capital actions est de 34.686.000 francs et le capital obligations de 44 millions ? Des personnages très connus du monde financier. Nous avons déjà cité (tomes I, II et précédemment) quelques-uns d'entre eux : MM. René Fould, qui est président ; son [fils aîné] Émile Fould ; Louis Bréguet ; Paul Cyprien-Fabre ; Georges Despret ; Ernest Mercier.

² Il n'occupe plus cette fonction. Il a épousé Christiane Mercier, fille d'Ernest Mercier (voir tome I). Les Baumgartner sont protestants, parents de la famille Clamageran, alliée aux Harlé, puisque M^{me} William Clamageran est née Harlé. Une fille de cette famille, Laure Harlé, s'est mariée en 1902 avec Richard Mallet (tome 1). Cette famille Harlé est aussi alliée aux Sautter (voir tome 1).

En décembre 1937, Philippe Baumgartner, chef de clinique à la faculté de médecine, fils du chirurgien des hôpitaux, Dr Baumgartner et de madame Clamageran, a épousé Geneviève de Lacroix, fille de l'ambassadeur français à Prague (voir tomes I et II). Les familles sont protestantes.

³ Il fut souventes fois chef de cabinet du ministre des Finances, notamment en 1931-32 et en 1933-34. Il passe pour avoir été l'inspirateur et le rédacteur des décrets-lois financiers du ministère Laval.

⁴ Il est le fils [d'Antoine Bréart de Boisanger et de Charlotte Pettit. C'est son frère Michel qui est marié à] une demoiselle Haton de la Goupillière, dont un parent, Lucien, fut directeur de l'École des mines et membre de l'Académie des sciences. Sa mère possède un château à Beaumont-Pied-de-Bœuf (Sarthe). Un Boisanger, Pierre, est *vice-amiral*, un autre, François, est *capitaine*. Sa femme, Gabrielle Récamier, est [la petite-fille] du conseiller municipal de Paris réactionnaire [Louis] Le Provost de Launay*. Un autre de Boisanger, Claude, est secrétaire d'ambassade [futur conseiller diplomatique de l'amiral Decoux en Indochine].

⁵ M. Victor Peytral fut sénateur des Hautes-Alpes. Il a un château à Puyricard (Bouches-du-Rhône). Il est proche parent [fils] de Paul Peytral qui fut député, puis sénateur des Bouches-du-Rhône et ministre au siècle dernier. (voir *France sociale et politique, année 1891*, par A. HAMON), et qui possède un château à Creully (Calvados).

[111] Examinons les autres. M. Henri Halphen ⁶, de Jules, marié à Marie Pereire ; M. Pierre Olphe-Galliard, dont la femme est Suzanne Dal Piaz, la fille de John Dal Piaz, qui fut la cheville ouvrière de la Compagnie générale transatlantique durant des années, et le marquis du Tillet, veuf d'une demoiselle Charles-Roux, dont nous allons voir la famille dans des compagnies de transports maritimes ⁷.

L'administrateur-directeur général est M. André Lévy, un ingénieur du génie maritime (promotion [112] de 1894 de l'École polytechnique), qui est aussi administrateur de la Société des ateliers et chantiers de France. L'ingénieur en chef est M. Henri Maroger (tome 1), qui est un haut employé de la banque Lazard frères ⁸. Enfin, un commissaire aux comptes est M. René [Julien-Labruyère dit] Julien-La Bruyère, membre de l'Académie de marine, ancien contrôleur de première classe de l'administration de la marine, ancien membre du conseil supérieur de la marine marchande et qui siège en divers conseils d'administration. Aussi, nous allons le revoir dans ce chapitre même, dans les entreprises d'électricité. Il est administrateur de la Land Bank of Egypt (voir tome I, p. 164) et se qualifie « homme de lettres » dans les annuaires mondains.

En somme, beaucoup de ces personnages étaient administrateurs de la Compagnie générale transatlantique avant qu'elle fût sous le contrôle de l'État. Il y a là un nouvel exemple du système général qui consiste en ceci que les administrateurs sont communs pour les sociétés fournisseuses et les sociétés clientes.

⁶ Il a succédé dans le conseil à son grand-père Henri Halphen qui était marié à Béatrix Dreyfus, très riche famille juive de la Banque, alliée à d'autres grandes familles juives et catholiques. Défunt Henri était le beau-frère d'Édouard de Rothschild. Il était proche parent d'Émile Halphen, mort en 1913, époux de Louise Fould. Sa veuve possède un château à Ville-d'Avray et un autre à Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire). Un de leurs parents, Edmond Halphen, ingénieur de l'École centrale comme Émile et de la même promotion de 1880, possède le château de Batailly à Pauillac (Gironde), produisant un vin de cinquième cru.

Edmond Halphen est administrateur de la Compagnie générale française et continentale d'éclairage, et de la Société des mines d'or de Cheni [en Haute-Vienne]. Un autre Halphen, feu Fernand, avait épousé une de Koenigswarter qui vit actuellement et possède un château à la Chapelle-en-Serval (Oise).

Georges Halphen épousa une Stern et Constant Halphen une Oppenheimer.

Une fille de feu Émile Halphen devint marquise de Brémond d'Ars. Une fille de cette dernière [, Éliette,] a épousé, en mai 1937, le vicomte Jean de Beurepaire-Louvagny, fils du vicomte Gustave de Beurepaire-Louvagny. Au mariage, le service d'honneur se composait de Bethsabée de Rothschild, Roselyne d'Ormesson, Jeanne-Marie de Kergorlay, Hedwige de Mun, Constance de Pourtalès, Arnaud de Gramont (parent des Rothschild)[probablement le fils d'Antoine ép. Antoinette de Courcy. Petit-neveu du 11^e duc de Gramont ép. Marguerite-Alexandrine de Rothschild. Mais il y a deux autres homonymes : voir BM 1955, p. 967, haut colonne b]. Le missel était porté par le jeune Guy de Leusse [fils de Paul et de Denise Kulp] et la petite princesse Pauline Murat. Une autre fille de la marquise de Brémond d'Ars a épousé, en octobre 1937, le comte Henri de Rohan-Chabot, ingénieur civil de l'aéronautique, fils du vicomte de Rohan, président de l'Automobile-Club, et de la vicomtesse née [Anne] de Talhouët-Roy (noms déjà cités). Cousins du duc de Rohan, ils sont parents des Cossé-Brissac. Les noms précédents montrent la position mondaine et sociale de la famille Halphen. La famille de Kergorlay, que nous venons de citer (voir aussi tome II) est du parentage des d'Ormesson, des de Vogüé-Pastré (voir tome I), des de Moustier (voir tome I), etc.

M. Gustave Dupont, décédé, épousa au siècle dernier, une demoiselle Halphen, décédée. Leur fille épousa Jacques Pereire, le père de Roger et de Gérard Pereire. Il se pourrait qu'André Dupont, déjà vu, fût le fils de Gustave.

Les familles Fould, Pereire, Halphen, Stern, Koenigswarter, jouèrent au siècle dernier un grand rôle dans la finance et la politique. On lira, à ce sujet, avec fruit : *les Rois de la République et l'Agiotage sous la troisième République*, par Auguste Chirac, et *la France sociale et politique, années 1890 et 1891*, par Augustin HAMON.

Tout cela complète et rectifie ce que nous avons dit des Halphen dans le tome I de notre ouvrage.

⁷ Le marquis du Tillet, membre du cercle de l'Union, a son château à Sausset, dans les Bouches-du-Rhône. Il est administrateur de la Société de construction de Levallois-Perret (voir Métallurgie).

⁸ Augustin Hamon confond Henri Maroger (1877-1938) avec son parent Jacques Maroger, président des Tréfileries et laminoirs du Havre (1933-1951) et administrateur de nombreuses sociétés, qu'il présente plus bas (p. 225) comme un représentant de la Banque Lazard, ce qui reste à démontrer.

Les Chargeurs réunis.

[111] Cette compagnie française de navigation à vapeur est une concentration de deux compagnies. La première, qui portait le même nom, avait autrefois, comme représentant à Marseille, les banquiers armateurs Worms et Cie (voir tome I). La seconde, la Compagnie française de navigation à vapeur, était l'ancienne maison Cyprien Fabre. Une troisième firme, la Compagnie de navigation Fraissinet, tout en restant indépendante, a des liens très étroits avec les Chargeurs réunis. D'autre part, nous verrons plus loin, en étudiant le Sud-Atlantique, que les administrateurs de ces différentes firmes maritimes y sont réunis.

Il semble donc que, dans ce domaine encore, la concentration capitaliste se fait. La Haute Banque tend à dominer le capitalisme industriel. C'est d'ailleurs le processus économique général. Le capitalisme financier a la prédominance sur le capitalisme industriel-commercial. La chose se comprend aisément lorsqu'on sait que les armateurs faisaient, dès l'origine, plus ou moins de la banque. Peu à peu, ils ont subordonné leur activité industrielle à leur activité bancaire. Et, afin de travailler avec des capitaux qui n'étaient point les leurs, ils surent habilement, grâce à leur puissance économique, utiliser au maximum le concours de la collectivité. Cette utilisation, forme embryonnaire de la forme socialiste de la propriété, se fit au moyen de subventions de l'État. Le concours d'hommes politiques influents ne leur manqua jamais dans le passé pour obtenir ces subventions collectives, dont le produit s'individualisait en leurs mains à eux, banquiers-armateurs.

Il ne leur manque pas plus dans le présent que dans le passé. Ainsi le président est M. Henry [114] Bérenger, sénateur de la Guadeloupe, président de la commission des Affaires étrangères au Sénat, et délégué suppléant du gouvernement français à la S.D.N. ⁹ À côté de cet ex-anticlérical siègent des cléricaux notoires, comme MM. Paul et Léon Cyprien-Fabre ¹⁰, deux frères, membres de dix-huit conseils d'entreprises diverses : banque (voir tome I), assurances, transports maritimes, ports, etc., comme leur parent Jean Fraissinet, frère de feu Alfred Fraissinet et de sa femme, Mathilde Cyprien-Fabre, dont nous parlerons plus longuement en étudiant la Compagnie Fraissinet, dans ce chapitre même ; comme le comte Henri de Demandolx Dedons de Pierrefeu ¹¹, marié à une [115] Cyprien-Fabre. C'est à Marseille que ces derniers administrateurs demeurent. Les autres habitent Paris. L'administrateur délégué, M. Alexis Baptifaut, est un ancien commissaire de première classe de la marine, qui siège dans deux autres entreprises

⁹ Cet important personnage politique fut, il y a trente ans passés, un anticlérical militant, dirigeant avec l'ex-abbé Victor Charbonnel, un journal radical de gauche, *l'Action*. Il fut durant la guerre mondiale le haut commissaire au pétrole, et, en cette qualité, il sut nouer des relations intimes avec les groupes des grands pétroliers internationaux (particulièrement le groupe de la Royal Dutch). Il avait d'ailleurs comme adjoints à son commissariat des hommes comme M. [Frédéric] François-Marsal et M. Paul Rivière (Banque Union parisienne, voir tome I), personnages dont les liens avec le groupe pétrolier anglo-hollandais sont encore patents [voir Anne Sabouret, *MM. Lazard frères*].

¹⁰ Une fille de Léon Cyprien-Fabre et de M^{me} née Warrain, Marguerite, s'est mariée en mai 1937 avec Jacques Dupuy, fils de feu Paul Dupuy et de M^{me} née Browne (voir tome II). Marguerite Cyprien-Fabre est la sœur de François Cyprien-Fabre et de M^{me} Louis Baschet [*L'Illustration*], Jacques Dupuy est le frère de Jean et de Gladys, devenue princesse [Guy] de Polignac [Ordre souverain de Malte, Pommery & Greno*, Petit Parisien, Reims aviation, etc.](voir tomes I et II) Au mariage de Jacques Dupuy et de Marguerite Cyprien-Fabre assistait son Altesse royale la princesse Sixte de Bourbon. La bénédiction fut donnée par le cardinal Verdier. Le pape avait envoyé sa bénédiction. On comprend ainsi combien il est difficile à la famille Dupuy de laisser ses journaux, *le Petit Parisien**, *Excelsior*, etc., soutenir la politique du Front populaire.

¹¹ Ce comte est parent, frère probablement, du comte Pierre dont la femme est née Victor-Roux, et du comte Paul qui a épousé une Zarifi (voir tome I). Ils semblent être les fils du marquis, possesseur de deux châteaux, l'un dans les Basses-Alpes, l'autre dans les Bouches-du-Rhône.

M. Victor-Roux est associé des Fraissinet dans la maison Roux-Fraissinet. C'est à cette famille Roux qu'appartient M^{lle} Charles-Roux, marquise du Tillet (voir précédemment) et l'ambassadeur François Charles-Roux, dont il est parlé dans le tome II.

maritimes et aux Ports coloniaux, une société sous le contrôle de la banque Mirabaud et Cie.

M. Eugène Colas ¹² est maire de Deauville où il possède une villa, mais il est aussi administrateur de la Société financière d'exploitations industrielles, société bancaire au capital actions de trente-deux millions et au capital obligations de 26 millions que préside M. Mathieu Goudchaux ¹³. M. Fernand Raux est un ancien préfet de police, ministre plénipotentiaire, qui siège en outre à la Compagnie franco-hellénique des chemins de fer. M. Édouard Le Roux, administrateur de la Société Coty, qui semble être de la famille de M. Alfred Le Roux, déjà nommé, et de M. Henri Le Roux, que nous trouverons dans la Métallurgie. Il paraît [116] appartenir au groupe Daniel-Dreyfus-Pastré, représenté dans le conseil des Chargeurs réunis par Daniel-Dreyfus (cité dans notre tome I et dans le chapitre des Chemins de fer) et par le comte Jean Pastré [1888-1960][Divorcé de Marie-Louise Double de Saint-Lambert dite Lily Pastré (1891-1974), qui sauva de nombreux réfugiés sous l'Occupation, en son château de

¹² [Eugène Colas, tanneur-corroyeur à Paris, membre du conseil d'escompte du Comptoir national d'escompte de Paris. Chevalier (1909), officier (1914), commandeur (1923) de la Légion d'honneur. Officier de l'Étoile noire (1911). Élu maire de Deauville en 1919, il rend son tablier en 1925, le redevient en 1928 et se retire définitivement devant Robert Fossorier en 1935. En octobre 1921, il semble ne faire qu'un avec le « E. » Colas qui devient administrateur de la Cie générale des soies de France et d'Indochine. En mars 1922, sa fille Magdeleine épouse René Holtzer, fille de feu Marcel Holtzer, maître de forges à Unieux, et de Marguerite Pellet, remariée au sénateur Jules Pams. Les frères Maurice et Albert Sarraut sont témoins des époux. En octobre 1922, il entre au conseil de la Banque industrielle de Chine, comme « industriel et membre du Conseil supérieur des colonies ». Il en deviendra vice-président, puis en démissionnera en 1936. En février 1927, Eugène Colas intègre le nouveau conseil d'administration des Chargeurs réunis qui évince la banque Mirabaud. Il est encore réélu en janvier 1939. Entre-temps, il est entré au conseil de la Foncière du Cambodge, des Plantations de Phuoc-Hoa, de la Société financière internationale de la soie artificielle et du quotidien patronal la *Journée industrielle*.]

¹³ Son hôtel est 8, avenue Kléber. Il appartient à une famille d'origine juive alsacienne (voir *France sociale et politique, années 1890-1891*, par Augustin Hamon). Nous le retrouverons comme administrateur de sociétés métallurgiques, etc. La Société financière d'exploitations industrielles n'a que trois administrateurs, et le troisième est M. Olivier Bascou, ancien préfet, ancien député, beau-frère de M. Mathieu Goudchaux et ayant un château à Aignan (Gers). Il est le beau-père du comte Pierre de Mouy, qui est directeur général de la Société générale (voir tome 1, p. 58). En fait, cette société bancaire est une affaire de famille. Il est probable que M. Mathieu Goudchaux est un descendant du banquier Michel Goudchaux qui fut ministre des Finances en 1848.

Montredon, près de Marseille. Remarié en 1943 à Yvonne Martin-Deheurles, divorcée d'Albert Ouvré, sucrier et député de Seine-et-Marne.]¹⁴.

Tel est le conseil d'administration des Chargeurs réunis, société au capital actions de cent millions avec 275 millions d'obligations. En étu- [117] diant ce conseil, on voit que c'est une entreprise où coparticipent divers groupes : les familles Cyprien-Fabre et Fraissinet, le groupe Daniel Dreyfus-Pastré-Rothschild-Mirabaud.

La Compagnie de navigation sud-Atlantique.

Cette compagnie a son siège à la même adresse que les Chargeurs réunis. Elle a, avec ceux-ci, des administrateurs communs qui sont : MM. Daniel Dreyfus, Alexis Baptifaut, Paul et Léon Cyprien-Fabre. Nous venons de les voir. Nous avons vu aussi M. Max Robert, qui sera retrouvé dans ce chapitre même. À ces administrateurs déjà cités, il faut ajouter les suivants dont les noms apparaissent pour la première fois sous notre plume : M. Lucien Maurel, un capitaliste bordelais, administrateur des Établissements Maurel & Prom (huiles et savons, importations d'arachides), de la Banque d'Afrique occidentale, etc., proche parent de Paul Maurel, dont nous avons parlé comme administrateur du Chemin de fer du Midi ; M. Gaston Paitel, qui sera revu à Bordeaux-Bassens et aux Ports coloniaux ; M. Joseph-Honoré Ricard, ancien ministre, ingénieur agronome, membre de l'Académie d'agriculture, administrateur de Bordeaux-Bassens, de la Navigation mixte, etc., aussi son nom sera encore cité dans les pages suivantes de ce volume. Il y a dans le conseil quatre autres personnages dont le nom est sans importance.

Cette compagnie du Sud-Atlantique où sont en coparticipation des groupes de capitalistes marseillais et bordelais, et les groupes bancaires Daniel Dreyfus-Mirabaud-Rothschild, est au capital actions de 20 millions. Elle a émis pour 300 millions d'obligations garantis par l'État.

La Compagnie de navigation mixte.

[118] Cette compagnie a son siège à Lyon, aussi les capitalistes de la région lyonnaise y sont-ils représentés. Mais elle est surtout sous le contrôle de la Société marseillaise de crédit et des armateurs marseillais. Son président est, en effet, M. Édouard de Cazalet, qui est le président de la Société marseillaise de crédit (voir tome I, p. 86), ayant château

¹⁴ Nous complétons ici ce qui a été dit, p. 202 du tome I, de la famille Pastré. Dans les années 1860, les frères Pastré étaient banquiers à Paris et en 1866, par exemple, ils s'occupèrent des emprunts égyptiens. Les Pastré actuels [les frères Joseph et Emmanuel, fils d'Aimé] descendent de ces banquiers. Une de leurs filles, Édith [fille de Joseph], a épousé le comte [Robert] de Bourboulon [cf. WWE 1967] dont la mère [Marthe Dehon] possède un château à La Capelle-en-Thiérange (Aisne). En résumé les alliances matrimoniales des Pastré sont avec les familles Joliet, Meyronnet de Saint-Marc, de Lestrangle, Galéotti, Boré-Verrier, Mertian, de Piépape, Double de Saint-Lambert de Flamare, de Vogüé, de Bourboulon, de Waziers, Goldschmidt-Rothschild. Quelques membres de ces familles apparaissent dans le monde des féodaux financiers. La noblesse des Pastré provient de ce que l'un d'eux reçut du pape un fief de comte, le 6 mai 1884. Joseph Pastré était frère d'Emmanuel Pastré, fils d'Aimé Pastré, fils d'un Pastré qui épousa dans le premier quart du XIX^e siècle, une fille de Jean-Aimé de Régny, négociant à Lyon (1772-1835). Jean-Aimé était le fils de Félix-Antoine Régny, négociant à Lyon, marié en 1771 à Jeanne Clavière, anobli par Louis XVIII. Ce Félix-Antoine Régny était le fils d'Aimé Régny (1700-1789), négociant à Gênes, fils et petit-fils de marchands lyonnais. Nous pensons que les Régny étaient d'origine protestante.

Aimé Pastré épousa Lucie-Marie Revenaz, fille de châtelains d'Évry-Petit-Bourg, que nous supposons provenir d'une famille genevoise. Joseph Pastré eut deux fils et deux filles, Guy [ép. Fernande Monnier, président du Syndicat des entraîneurs de France], Georges [ép. Antoinette Galeotti], Odette, Édith [ép. Bourboulon]. Son frère Emmanuel [ép. Suzanne Mertian] eut trois fils : Jacques Pastré qui épousa une de Piépape, Pierre marié à une de Waziers et Hubert [ép. Yolande de Chasseval] qui fut compromis dans l'affaire des « Cagoulards ».

L'union d'un Pastré avec une fille de Régny apparente la famille Pastré avec la famille de Monicault et avec les Lamotte Saint-Pierre, dont est membre Robert de La Motte Saint-Pierre, né en 1907, marié à Jeanne-Marie de La Tour Landry, compromis dans l'affaire des « Cagoulards ».

à Avèze (Gard) ¹⁵. Son vice-président est M. Albin-Charles Fraissinet*, ingénieur de l'École centrale (promotion 1894), de la famille des grands armateurs marseillais. L'administrateur délégué est un ancien polytechnicien (promotion de 1903), M. Gustave-Émile Gravier, fils de Gustave Gravier, président honoraire de la société et capitaliste marseillais. Les autres administrateurs sont : M. Henri Cangardel, déjà vu, ainsi que MM. Jean-Raoul Paul et Joseph-Honoré Ricard, qui représentent des groupes financiers, puis M. Léon Baréty, plus financier que député ¹⁶.

[119] M. Élisée Sabatier, un notaire honoraire ayant hôtel à Neuilly-sur-Seine (36, boulevard d'Argenson), représentant la Banque de l'Algérie et la Banque industrielle de l'Afrique du Nord dont il est administrateur ; le baron Durand de Fontmagne, dont le château est à Castries (Hérault) ; le baron Paul du Marais, d'une famille de capitalistes du Lyonnais¹⁷. M. Jules Vinson, habitant Alger [concessionnaire automobile à Alger, président trib. commerce + adm. Ch. fer sur route d'Algérie] et administrateur de deux compagnies d'assurances, le Lloyd de France-Vie et l'Alliance africaine, il préside d'ailleurs cette dernière.

De cet examen du conseil de la Compagnie de navigation mixte (capital : 27 millions), il résulte que cette entreprise est sous le contrôle commun de la Société marseillaise de crédit, des familles Fraissinet et Gravier, des banques d'Algérie et Mirabaud et C^{ie}.

La Compagnie des messageries maritimes.

Cette compagnie est une des plus vieilles sociétés françaises de navigation, car elle date de 1852. Son capital actions est de 80 millions, et le total de ses obligations monte à 76 millions, garantis par l'État. Son conseil d'administration est tout à [120] fait intéressant au point de vue du sociologue, car on y trouve réunis des administrateurs :

1° D'établissements de crédit comme l'Union parisienne en la personne de M. Joseph Courcelle, déjà : cité (tomes I et II) ; le Crédit industriel et commercial en celle du marquis Armand de Matharel, déjà cité ; l'Union européenne industrielle et financière, en celle de l'amiral Lacaze, déjà nommé, fidéi-commis de Schneider et membre du comité de l'œuvre du Vœu national (Sacré-Cœur), élu en novembre 1936 membre de l'Académie française ; le vice-amiral Lucien Lacaze a deux frères : l'un, Maxime, avocat, l'autre Maurice Lacaze, que nous verrons à la Banque de l'Indochine, dont il est sous-directeur.

¹⁵ Son fils, Édouard-Charles de Cazalet, fondé de pouvoir de cette banque, a épousé Jacqueline Hérisson fille d'une demoiselle Arnaud, parente de Raoul Arnaud, qui siège au conseil de cette banque, p. 87, tome 1.

¹⁶ Il représente à la Chambre les Alpes-Maritimes, et dans les sociétés dont il est administrateur (Docks et entrepôts de Marseille, Compagnie française de l'Afrique occidentale) les intérêts de la Société marseillaise de crédit, dont il fut longtemps administrateur. M. Léon Baréty avant château à Puget-Théniers (Alpes-Maritimes) fut rapporteur du budget durant nombre d'années. Il fut ainsi contrôleur et contrôlé, selon qu'il était à la Chambre ou au conseil d'une société. Le journal *le Voltaire* (17 mars 1936) a écrit que ce député était, de plus, administrateur du gaz et de l'électricité de Nice, des Assurances mutuelles contre les accidents et risques de la Seine et Seine-et-Oise, des Assurances mutuelles contre l'incendie, la Populaire (assurances-vie), Société foncière et immobilière franco-africaine.

Ces diverses sociétés ne figurent pas dans l'Annuaire *Chaix*, leurs actions n'étant pas cotées. Nous n'avons donc pu vérifier le dire du *Voltaire*. Toujours est-il qu'il apparaît comme indubitable que le député Léon Baréty est un employé d'un important groupe financier (voir tome II).

¹⁷ Son frère, le baron Gabriel du Marais, est fabricant de papier, ingénieur de l'École centrale (promotion de 1902) et administrateur de la Société générale de force et lumière. Son château est à Moirans (Isère).

Le baron Paul du Marais a deux châteaux, l'un à Roanne (Loire), l'autre Sainte-Foy-lès-Lyon. Il a d'ailleurs domicile à Lyon et à Paris. Sa femme est une Blanchet, famille de gros négociants marseillais.

2° D'industries métallurgiques comme la société Schneider et Cie, représentée par le comte Armand de Rafélis de Saint-Sauveur, déjà nommé ¹⁸ ; comme les aciéries de Longwy, représentées par M. Alexandre Dreux, l'associé du grand magnat hitlérien M. Roechlin, l'industriel sarrois ¹⁹ ; comme la Société anonyme des ateliers et chantiers de Bretagne, représentée par Eugène Guillet de la Brosse, déjà cité ; comme la Société provençale de [121] constructions navales [Terrin] représentée par son président Georges Philippar ²⁰ et Xavier Loisy ²¹ ;

3° De sociétés coloniales, représentées par MM. Ernest Carnot, Émile Level et Maurice Pillard, déjà vus tome I, et M. Charles Régismanset²² ;

4° De sociétés diverses comme le P.L.M., dont le représentant est un personnage déjà nommé, M. André Lebon, beau-père de Maurice Pilliard, [122] qui est aussi la Compagnie française de pétroles ; comme la Compagnie du chemin de fer franco-éthiopien de Djibouti à Addis-Abeba, représentée par M. Charles Lallemant, ancien conseiller d'État, cité précédemment.

Un des commissaires est le comte Robert de Semallé ²³, château à La Fresnay-sur-Chedouet (Sarthe), administrateur de la Société des mines de la Loire ; **son fils, le vicomte, est dans l'armée, capitaine**, membre du Jockey-Club et mari d'une bourgeoise, Marguerite Thoureau, la fille d'un très gros propriétaire de terres et de châteaux ; le château du vicomte est à Mamers (Sarthe). D'ailleurs, la famille de Semallé appartient à la féodalité terrienne, possesseur de châteaux. Parmi ses alliances, qui sont surtout dans la noblesse, nous citerons celle avec les Philpin de Piépape, dont une fille a épousé Jacques Pastré, dont nous avons vu la famille.

¹⁸ Nous avons vu, tome I, que la comtesse de Saint-Sauveur est née Germaine de Faucompré. Sa mère était une Veil-Picard, famille richissime de l'Est à la fois industrielle (absinthe Pernod) et bancaire. Une fille de cette famille a épousé M. Raoul Allier, un croix de feu qui, en 1935, fut compromis dans le cambriolage d'un local socialiste.

¹⁹ Alexandre Dreux est le président de ces aciéries. Nous aurons à reparler de la famille Dreux en traitant des sociétés métallurgiques. On lira avec fruit sur ces personnages (Dreux et Roechlin) les ouvrages de M. Louis LAUNAY : *la Sarre et les marchands de canons, et les Relations internationales des industries de guerre*.

²⁰ Il est de la famille des armateurs marseillais. Nous l'avons vu comme membre de l'Académie de marine. Il siège en diverses autres sociétés ainsi que des autres membres de la famille.

²¹ Déjà vu dans le tome I comme administrateur de la Banque mutuelle d'études et de crédit ; il [Xavier Loisy] a épousé une demoiselle Angoulvent, de la famille de Léon Angoulvent, administrateur des téléphones Éricsson. Xavier Loisy est un ancien inspecteur de première classe des colonies, promotion de 1893 de l'École polytechnique. Il occupe plusieurs sièges d'administrateur, aussi le reverrons-nous. Il fut un moment au *Petit Journal* où il représentait les intérêts de la famille Loucheur. Il fut le bras droit de Loucheur jusqu'à la mort de ce dernier. Quelques renseignements sur les liaisons familiales de la famille Angoulvent éclaireront le lecteur. Une fille de Léon Angoulvent a épousé Robert Axel Egnell que nous verrons plus loin ; une autre, Monique, a épousé le capitaine Edmond Hennebert et le pape avait envoyé sa bénédiction du mariage. Une sœur de ce capitaine Hennebert est mariée au baron Max Lecointre. La famille Lecointre, avec ou sans titre — elle est de noblesse papale — est une famille capitaliste ayant des châteaux, alliée par mariage à des familles à particule comme les de Saint-Seine, le comte de Lavaulx et à des familles roturières comme André Masquelier. Le comte de Lavaulx et André Masquelier ont épousé les deux sœurs, filles de défunte la comtesse Lecointre. Il fut parlé des familles Masquelier et Lecointre dans le tome II. Dans le tome I, nous vîmes Georges Masquelier ; dans les entreprises d'Indochine, nous verrons Jacques Masquelier. Rappelons que la famille Masquelier est parallèlement parente des familles de Laboulaye, Hély d'Oissel, Roederer (voir tome IV), Roland-Gosselin. La famille Masquelier est possesseur de châteaux.

²² Cet ancien conseiller d'État, qui fut chef de cabinet de Milliès-Lacroix, ministre des Colonies [1906-09] dans le ministère Clemenceau, avant la guerre mondiale, est aussi administrateur des Phosphates de l'Océanie et de la Banque de l'Indochine.

²³ Robert de Semallé (1849-1936) : gendre de Denion du Pin, lui-même gendre de Gérard West, tous deux anciens administrateurs des Messageries maritimes (A.L.).

Le directeur général est M. Pierre de Saboulin-Bolléna, vu aux Assurances (tome II), car il est administrateur de la Cordialité et de Seine & Rhône Nous retrouverons Pierre de Saboulin-Bolléna ²⁴ dans d'autres compagnies de navigation.

On peut voir par ce qui précède que l'interpénétration des administrateurs de sociétés fournisseuses et de sociétés clientes et aussi d'entreprises en apparence concurrentes est très nettement caractérisée. Le même phénomène se présente, quel [123] que soit l'ordre d'entreprises que l'on examine. Naturellement, toujours se rencontrent d'anciens hauts fonctionnaires qui sont entre les entreprises et les administrations d'État un lien tout à fait précieux.

D'après le rapport de M. Abel Gardey, au Sénat, l'État aurait versé à cette compagnie, de 1930 à 1937, un total de 170 millions pour couvrir les déficits. Ceci signifie que l'État pratique avec les compagnies de transports maritimes la même politique qu'avec les compagnies de transports ferroviaires, celle de la collectivisation des pertes et de l'individualisation des bénéfices.

Les Services contractuels des messageries maritimes.

Les subventions de l'État ne suffisent pas à la Compagnie des messageries maritimes. Aussi, en 1921, il a été créé une sorte de filiale, Services contractuels des messageries maritimes. Elle a pour fonction d'assurer les services contractuels avec l'État ; dans ce but, elle a émis à ce jour 840 millions d'obligations garanties par l'État. Pour participer à l'assemblée générale de cette société, il faut posséder 50 actions. La société est au capital actions de 60 millions. On retrouve dans son conseil les mêmes administrateurs que nous avons vus ci-dessus : MM. Henri Cangardel, Jean Fraissinet*, amiral Lacaze ; Maurice Pilliard, Xavier Loisy, Georges Philippar, Ernest Carnot ²⁵, auxquels il faut ajouter deux anciens fonctionnaires [124] nommés antérieurement (tomes I et II) ; MM. Maurice Le Gallen et René Julien-La Bruyère et M. Alfred Monprofit, vu dans le tome II. page 92. Le directeur de cette société est celui des Messageries maritimes, M. Pierre de Saboulin-Bolléna ²⁶.

La Compagnie de navigation Fraissinet.

Dans quelques-unes des pages précédentes, nous avons souligné les liens des Chargeurs réunis et du Sud-Atlantique avec la Compagnie Fraissinet. Celle-ci a un siècle d'existence, car elle fut constituée en 1837 sous la forme commanditaire. Mais maintenant elle est sous forme de société anonyme par actions, capital 17.500.000 francs.

L'entreprise est restée en partie familiale, ainsi qu'il appert de l'étude du conseil d'administration. Et les familles ainsi intéressées sont surtout les Fraissinet et les Cyprien-Fabre, que des mariages ont d'ailleurs apparentées. Mais voici la composition du conseil : président M. Jean Fraissinet, vice-président ; M. Paul Cyprien-Fabre,

²⁴ Lors du mariage de sa fille Solange avec le baron Claude de Thomassin de Montbel, garde général des eaux et forêts, fils de la baronne née d'Huart, le pape avait envoyé sa bénédiction. Un membre de la famille, Odon de Saboulin-Bolléna est, par sa femme, Suzanne de Dumast, allié aux Créqui-Montfort de Courtivron dont le nom a été cité antérieurement. Nous rencontrerons de nouveau la famille d'Huart dans la Métallurgie.

²⁵ Son neveu Claude Carnot, fils de François Carnot [lui-même fils de Sadi, l'ancien président de la République, et frère d'Ernest], et de défunte madame Carnot, née [Valentine] Chiris, épousa en décembre 1937 Radegonde (Marquet) de Vasselot, nièce de madame Pierre Lebaudy.

²⁶ Son neveu Jehan de Saboulin-Bolléna, fils de Joseph, directeur à Millau de la succursale de la Banque de France, a épousé Lucienne Espinouse, fille de feu le commandant Henri Espinouse.

MM. Alexis Baptifaut, Marc Fraissinet, Maurice Chabrières [fils d'une Fraissinet]²⁷, amiral Lucien Lacaze, tous personnages que nous connaissons. Il vient s'y ajouter M. Jacques Arnavon que nous n'avons pas encore vu et que nous [125] reverrons. Cet ancien ministre plénipotentiaire, fils d'un riche fabricant de savon, a épousé une demoiselle Fritsch-Estrangin, fille d'une riche famille du Midi. Son hôtel est 42, rue Cortambert à Paris. Il appartient à la famille qui possède la savonnerie H. Arnavon à Marseille et est très proche parent d'André Arnavon qui s'est marié avec Madeleine Yvaren, veuve du colonel Charles-Roux, frère de l'ambassadeur près du Vatican, Charles-Roux, d'une famille d'armateurs marseillais dont il fut parlé précédemment. Madame André Arnavon a un fils, François Charles-Roux, et une fille devenue marquise de Forbin La Barben. Cette dernière famille provient du célèbre homme de mer du XVIII^e siècle, La Barben est le nom du château que cette branche des Forbin possède dans le village de La Barben (Bouches-du-Rhône). Ceci complète ce que nous avons dit de ces personnages, tome II, page 279.

La compagnie a un comité de direction composé de MM. Jean Fraissinet, Paul Cyprien-Fabre et l'amiral Lucien Lacaze. Il semble donc que le groupe Schneider (Creusot) a une participation dans cette entreprise maritime.

La Compagnie de navigation Paquet.

Cette entreprise maritime, surtout spécialisée dans les relations avec le Maroc, remonte au début de 1800. D'abord, sous forme de société en commandite, elle se transforme en 1913, sous la poussée de l'évolution capitaliste, en société anonyme. Son capital est de 10.500.000 francs. La propriété de cette entreprise est en grande partie restée entre les mains de la famille Paquet.

Ainsi, quatre membres de cette famille [en fait cinq avec Paul Daher ép. Reggio] siègent [126] au Conseil : Mmes veuve Maurice de Barbarin²⁸ et veuve Nicolas Reggio qui sont nées Paquet, M. Jean Reggio, probablement fils de cette dernière, M. Adolphe de Lavison, neveu de M^{me} Nicolas Paquet. Le président du conseil est Antoine Nunzi, chef de la société Nunzi et C^{ie}, agents généraux de la Compagnie Paquet. Nous l'avons vu aux Assurances (tome II, page 74) et nous le retrouverons dans ce chapitre. Il semble être un représentant des intérêts de la famille Paquet dans les sociétés où il siège.

Les autres administrateurs sont : un Belge résidant à Anvers ; M. Charles Tassy, un associé des huileries et savonneries Rocca, Tassy, de Roux ; M. Paul Daher [ép. Reggio] de la maison Daher et C^{ie}, frère de Gabriel que nous avons rencontré aux assurances Unité [comm. cptes Enfida, administrateur Immobilière marseillaise, Provençale de Constructions navales, Saint-Louis](tome I et II) ; M. Georges Brenier, armateur et brasseur marseillais, successeur de feu Hubert Giraud qui jouait à Marseille un rôle capitaliste important ; enfin, M. Georges Simonet (voir tome I) qui semble être représentant de sa famille d'origine marseillaise.

La Compagnie de navigation Paquet a un comité de direction composé de MM. Antoine Nunzi, Paul Daher, Adolphe de Lavison, Georges Brenier.

²⁷ C'est un capitaliste marseillais dont il fut parlé dans le tome I. En 1883, un de ses ascendants [son grand-père], M. Chabrières-Arlès [régent Banque de France][† 1897], était administrateur du Crédit lyonnais et de la Compagnie lyonnaise d'assurances maritimes (Auguste CHIRAC : *l'Agiotage sous la troisième République*, 1888). En 1891, il est au Chemin de fer Paris-Orléans (Augustin HAMON : *la France sociale et politique*, p. 1891).

²⁸ La famille de Barbarin est une famille capitaliste marseillaise. Joseph de Barbarin a épousé une Maurel (nom que nos lecteurs ont vu aux Chemins de fer et dans ce chapitre). Une Barbarin a épousé René Le Bret, d'une famille dont il fut parlé dans les tomes I et II, que nous trouverons dans les Mines et dans les Entreprises coloniales. La comtesse de Longevialle (famille capitaliste de la région marseillaise) est née de Barbarin. Son fils Max a épousé une de Jouvencel (voir tome II). D'autre part, Madeleine Giraud, de la parenté d'Hubert Giraud, capitaliste marseillais qui, de son vivant, siégeait à la compagnie de navigation Paquet où il fut remplacé par M. Georges Brenier, a épousé un de Longevialle.

Tout semble montrer que cette entreprise de transports maritimes est quasi exclusivement dans les mains de capitalistes marseillais.

QUELQUES AUTRES SOCIÉTÉS DE TRANSPORTS MARITIMES

Les Armateurs français.

[127] La société anonyme de navigation les Armateurs français ²⁹ est au capital de 10 millions et a son siège à Paris, 36, rue de Naples. Les plus importants de ses administrateurs sont déjà connus de nos lecteurs puisque ce sont MM. Georges Philippar, le président, MM. Henri Cangardel, Paul Cyprien-Fabre et Maurice Pilliard. Des autres, qui semblent être des employés dont les noms ne figurent en aucun annuaire, nous citerons seulement M. Jean de La Gardière parce qu'il est vice-président et administrateur délégué de la Société générale des transports maritimes à vapeur, et que nous le retrouverons dans le tome IV aux Établissements Fournier-Ferrier (stéarinerie et savonnerie).

La Société générale de transports maritimes à vapeur.

Cette société a un capital actions de 52 millions et un capital obligations de 25 millions. Ses administrateurs Alexandre de Lavergne, Jean de La Grandière, Georges Bazin, Georges Brenier, Gaston Breton, Paul Daher, Antoine Nunzi, Alfred Oppermann, Max Robert sont connus de nos lecteurs puisqu'ils les ont vus soit dans les tomes I et II de notre ouvrage, soit dans les pages précédentes. Deux autres personnages complètent le conseil, tous deux de Marseille : M. Henri Grand-Dufay qui siège aussi à la Compagnie d'assurances l'Unité, et Démétrius Zafiropulo, d'une grande maison de commerce marseillaise. Nous reverrons d'ailleurs les Zafiropulo ³⁰ au cours de notre étude.

La Société marseillaise de trafic maritime.

Elle est presque entièrement entre les mains de capitalistes marseillais. Du moins, c'est ce qui ressort de son conseil d'administration. Déjà nos lecteurs connaissent MM. Jean Fraissinet, Jacques Arnavon, Antoine Nunzi, Léon Cyprien-Fabre. À ces quatre représentants du capitalisme marseillais nous devons ajouter quatre membres de la

²⁹ Le directeur de cette société [Arm. fs] est M. Maurice Fougère, qui semble être le fils de M. Étienne Fougère, vu dans le tome II. Il est marié à Élisabeth de Rousiers, parente [fille] de feu Paul de Rousiers*. Celui-ci, qui avait un château en Charente, fut professeur à l'École libre des sciences politiques. Il occupa un poste important au Musée social et publia divers ouvrages d'économie sociale, valables par leur documentation, mais très peu objectifs. Maurice Fougère est de plus administrateur-directeur de l'Union industrielle et maritime (armement)[société fondée par Henri Cangardel], société qui paraît être entre les mains de la finance catholique.

³⁰ Démétrius a son hôtel parisien, 28, rue Beaujon. Il semble être le père de Dimitri qui est administrateur de l'Entreprise maritime et commerciale. Un autre membre de la famille a un château à Tournar (Seine-et-Marne). Tous les autres habitent Marseille, tel Georges, fils de Constantin Zafiropulo et de sa femme née Théodoridès, que nous verrons dans les sociétés coloniales. Toutes les alliances des Zafiropulo sont avec des filles de famille d'origine grecque.

famille Savon (Henri-Louis) André, Gilbert et Maurice ³¹) ; [129] puis, le lieutenant-colonel Paul Thierry, qui semble être de la famille de M. Jean Thierry dont nous avons parlé tome I et de M. Pierre Thierry qui sera trouvé dans les entreprises d'électricité. Citons encore M. Lucien Arnaud (voir tome I), qui est administrateur de la Société centrale de dynamite ; M. Constant Lecat, de Marseille, siégeant en d'autres affaires maritimes et notamment l'Entreprise maritime et commerciale dont il est administrateur délégué ; enfin M. André Silhol, déjà cité (tomes I et II), qui est venu remplacer en 1935 à ce conseil, le baron Jean de Nervo [frère de Léon] dont il sera parlé dans les Mines.

La présence de M. André Silhol dans le conseil de la Société marseillaise de trafic maritime montre que la Haute Banque (Banque de Neufelize et Cie et peut-être Mirabaud et Cie)[André Silhol représente en fait le PLM] ont une participation dans cette entreprise, à côté de celles de familles marseillaises capitalistes.

La Compagnie auxiliaire de navigation.

La Compagnie africaine d'armements.

Le siège de la première est 48, rue La Bruyère à Paris et son capital est de 27.500.000 francs. Des administrateurs, nos lecteurs connaissent déjà, pour les avoir vus, MM. Maurice Pilliard, qui en est le président ; Maurice Auriol, Gérard [130] Vernes, comte Robert de Vogüé, noms qui indiquent aussitôt que la Haute Banque a une forte emprise sur cette société. Et cela est confirmé par la présence comme commissaire aux comptes du comte François de Talhouët, cité dans notre tome I. L'administrateur délégué est M. Yves Desprez, fils de feu Henry Desprez, ingénieur en chef des ponts et chaussées, qui semble avoir été l'oncle de Georges Desprez, marié à Marie Davillier, de la famille des banquiers que nos lecteurs ont vus précédemment. Yves Desprez³² est aussi administrateur-directeur de la Compagnie africaine d'armements. L'autre administrateur délégué est M. Francis Join-Lambert ³³. Enfin, le conseil comprend encore M. Robert Courau, que nous reverrons à l'Union des mines ; il semble représenter un groupe et point seulement ses propres capitaux.

LES TRANSPORTS FLUVIAUX

La Compagnie générale de navigation (Le Havre, Paris, Lyon, Marseille).

[131] Les transports fluviaux présentent le même caractère de mélange et d'interpénétration des conseils d'administration entre eux. On en jugera par ce qui suit.

³¹ La famille Savon a parmi ses membres, huit qui sont administrateurs de sociétés. Ils sont souvent plusieurs dans la même société. Ainsi à la Société commerciale tunisienne, ils sont cinq : Raymond, Roger, Georges, Henri-Louis et Jean Savon-Peirson [sic. Poirson ?](voir page 191, tome II) ; et ceci est l'indice qu'il contrôlent la société. Les affaires de cette famille sont sur la côte nord de l'Afrique, depuis le Canal de Suez jusqu'à l'océan Atlantique. Aussi l'un d'eux, Georges habite Alexandrie (Égypte) et siège au Foncier africain français.

Les Savon, qui constituent une famille marseillaise des plus importantes sur la place, ont créé le Consortium Savon dont le nom officiel est les Agences commerciales et maritimes, sorte d'agence de représentation, d'achats et de vente, de banque, de fournitures à la marine, etc. Ce consortium a un conseil de six membres, tous des Savon (Voir au tome II).

³² Il habite avec sa mère, et à Paris et au château de Maniquerville, à Tourville-les-Ifs (Seine-Inférieure). Les Desprez sont alliés aux Lefèvre-Pontalis et aux Déjardin-Verkinder, dont les noms ont déjà apparu ou apparaîtront dans cet ouvrage.

³³ La famille Join-Lambert est une riche famille de Normandie, châteaux dans l'Eure et l'Orne. Francis Join-Lambert semble être proche parent [frère] du sénateur conservateur de l'Eure, André Join-Lambert, dont la femme est née Dailly, famille dont il a été parlé. Francis Join-Lambert, marié à une demoiselle Cottin, a un fils, Bernard Join-Lambert, enseigne de vaisseau. Un Jean Cottin siège à la Société métallurgique de Normandie, et un autre, Robert, est directeur des assurances la Prévoyance. Il n'est pas douteux que Jean Cottin soit apparenté à Francis Join-Lambert. Il est parent des Cottin, cités précédemment, à propos de la famille Goüin.

La compagnie générale de navigation, Havre-Paris-Lyon-Marseille (H.P.L.M.), a un capital-actions de 37.500.000 francs. Son conseil compte seize membres que nous allons passer en revue.

M. Georges Auberger (de Nancy), très probablement parent d'Albert Auberger, qui siège au Crédit industriel d'Alsace-Lorraine et à la Compagnie générale de navigation du Rhin ; M. Jacques Bardoux, membre de l'académie des sciences morales et politiques, un des piliers du *Temps*, auquel nous avons consacré une étude dans le chapitre de la Presse (tome II) ; nous reverrons Jacques Bardoux ³⁴ dans les entreprises coloniales et d'électricité ; M. Marcel Bié, déjà vu et que l'on reverra dans les Entreprises diverses, les Produits chimiques et l'Électricité ; M. Jean-Marie Bonnardel, cité antérieurement ; son père se nommait Jean [1848-1924] et non point Léon comme nous l'écrivîmes par [132] erreur dans notre tome I ; il était, en 1883, administrateur du Gaz de Lyon, du Comptoir d'escompte de Lyon, des Forges de Terre-Noire-La Voulte ; Jean-Marie Bonnardel, dont le château est à Fervacques, dans le Calvados, est vice-président de ce conseil, où siège aussi son frère, Georges Bonnardel ; M. André-J.-P. Buffet ³⁵, qui est administrateur de la Société lyonnaise de dépôts et de crédit industriel ; nous le retrouverons dans l'Électricité ; M. Henri Damour, un gros capitaliste lyonnais [ép. Marguerite Aubert], vu dans notre tome I, page 62 [adm. Union des Banques régionales (groupe CIC)], siégeant dans des conseils d'entreprises métallurgiques [Descours & Cabaud], minières, chimiques, d'électricité, parent d'André Damour, qui sera rencontré lorsque nous étudierons la Métallurgie [adm. Sté marocaine métallurgique], père de Georges Damour [WW 1979 : le père de Georges est Henry qui ne fait probablement qu'un avec Henri] qui est secrétaire du conseil de l'H.P.L.M., présidé par Henry Damour, qui est du groupe du Crédit industriel et commercial ; M. Henry d'Hotelans, qui fait partie d'une famille de propriétaires fonciers de la région lyonnaise (le château de son père est dans le Doubs, à Roche-les-Beaupré). M. Humbert Isaac ³⁶, ingénieur de l'École [133] centrale (promotion de 1901) ; M. Édouard Houitte de Lachesnais [La Chesnaye], cité page 89 du tome I en sa qualité d'administrateur de la Société immobilière marseillaise, mais il est aussi administrateur de la Société des ciments français et, sans doute, c'est comme représentant de cette entreprise qu'il doit siéger au H P L M. dont elle est évidemment un gros client [non, c'est comme fils de Misel Bonnardel et donc petit-fils de Francisque Bonnardel, fondateur d'HPLM] ; M. Maurice Marchal est administrateur-directeur général en même temps qu'il est administrateur de la Compagnie lyonnaise de navigation et de remorquage ; il fut ingénieur en chef du génie maritime (promotion de 1901 de l'École polytechnique) ; M. Henry Morel-Journal, qu'on trouve seulement dans ce conseil d'administration en qualité de vice-président, capitaliste lyonnais, dont la mère, M^{me} Ennemond Morel-Journal, a un château dans l'Isère, à Brié-Argonnes ; M. Camille Riboud, vu antérieurement, car il est président de la Société lyonnaise de dépôts et de crédit

³⁴ En 1882, il y avait au Sénat un [dénommé Agéonor] Bardoux [père de Jacques] qui était administrateur du Crédit industriel et commercial et de la Compagnie Paris-Orléans.

En 1891, il était vice-président du Sénat et encore administrateur de ces entreprises. Il avait, naturellement, voté les conventions en 1883 (voir *l'Agiotage sous la III^e République*, par Auguste CHIRAC et *la France sociale et politique, année 1891*, par Augustin HAMON).

³⁵ Il est le fils de Paul Buffet qui, en 1924, était administrateur du Crédit industriel et commercial, et neveu de Jean Buffet, inspecteur des finances. La veuve de Paul a son château à Malemort (Corrèze). Jean et Paul étaient les fils de Joseph-Paul-André Buffet, ardent royaliste et antidreyfusard, qui passa en haute-cour et fut exilé. Ce dernier était le fils de Louis-Joseph Buffet, sénateur et ministre au commencement de la troisième République. Toute cette famille Buffet est monarchiste et ultra-catholique. André J.-P. a épousé Simonne Querenet. Elle est la sœur de Jacques Querenet, marié à une Onfroy de Bréville, d'une famille dont une fille, Jacqueline Onfroy de Bréville, a épousé Pierre Berryer et une autre Georges de Germiny, noms que nous avons vus au cours de cet ouvrage.

³⁶ Son père est Auguste Isaac, vu au P.L.M. Il a épousé une demoiselle Doguin ce qui fait que Humbert est administrateur de la Société Doguin, entreprise de dentelles, tulles, broderies et constructions mécaniques. Auguste est administrateur de la Société lyonnaise de dépôts et de crédit industriel.

industriel (groupe de la grande banque catholique, le Crédit industriel et commercial), il sera retrouvé dans le chapitre des Houillères et des Sociétés diverses ³⁷ ; M. Paul Thibault : cet administrateur donne son adresse aux bureaux de la société et on ne trouve dans les annuaires mondains aucun Paul Thibault ; par contre, on trouve aux Mines de Béthune (Pas-de-Calais), comme secrétaire, un ingénieur (École polytechnique, 1891), Paul Thibault. Serait-ce ce personnage qui siégerait à l'H.P.L.M. pour représenter les mines de Béthune, fournisseur de charbons et client pour le transport de ses charbons ? Le baron Jacques de Watteville, dont nous avons vu la famille dans les tomes I et II, est le fils du baron et de la baronne née Morin-Pons. La Banque [134] veuve Morin-Pons et Cie, à Lyon, a un de ses dirigeants en la personne du baron Jacques de Watteville, propriétaire d'un château à Marolles-sur-Seine (Seine-et-Marne). Sa femme est née de Sinéty, famille apparentée aux de Nervo et aux de Germigny. D'autre part, les Watteville sont alliés aux Berckheim (voir la partie métallurgique) et aux Coche de la Ferté (parenté de Neuflize). Le baron Jacques de Watteville est président de la Compagnie lyonnaise de navigation et de remorquage dont nous allons parler ci-après. Le baron Jacques de Waubert de Genlis représente à l'H.P.L.M. la Société des chaux et ciments de Lafarge et du Teil, dont il est un des participants en sa qualité de fils d'une Pavin de Lafarge (nous verrons ultérieurement cette famille capitaliste, catholique et réactionnaire), ayant son château au Mesnil-Saint-Denis (Seine-et-Oise).

Un simple coup d'œil jeté sur le conseil de l'H.P.L.M. montre que cette société de navigation est sous le contrôle du groupe catholique du Crédit industriel et commercial, et spécialement de la fraction lyonnaise de ce groupe. Il vient s'y joindre quelques familles de capitalistes lyonnais, dont une détient une banque privée régionale, puis des représentants de fournisseurs et de clients.

La Compagnie lyonnaise de navigation et de remorquage.

Cette société, au petit capital de cinq millions, a des rapports assez intimes avec H.P.L.M. Elle est d'ailleurs assez fermée. Le président est le baron Jacques de Watteville (de la banque veuve Morin-Pons), que nous venons de voir. Parmi les administrateurs, il y a M. Maurice Marchal, vu ci-dessus ; M. Gabriel Brizon, cité antérieurement [135] (tome I) et représentant du groupe Schneider ; M. Jean Mirabaud (banque Mirabaud et Cie, tome I) ; M. Louis Pradel, président honoraire de la Chambre de commerce, administrateur de diverses sociétés (produits chimiques et électricité), où il représente la banque Saint-Olive, Cambefort et Cie, de Lyon (groupe Mirabaud). Il y a aussi un Suisse de Zurich, M. Zoelly.

On voit que cette entreprise de navigation et de remorquage est entièrement entre les mains de très gros financiers, possédant des banques privées et qu'elle est en fait une société internationale.

La Société générale de touage et de remorquage*.

La Société maritime nationale.

Dans la première société, dont le capital n'est que de quatre millions, on rencontre, unis, banquiers, constructeurs, transporteurs et usagers. Ainsi le président est le comte André Walewski, vu précédemment (tome II), administrateur, avec des Allemands, des Aciéries et usines à tubes de la Sarre, etc. Sa femme est la fille de feu Molinos, président de la Compagnie des forges et aciéries de la Marine et Homécourt, dont lui-même est administrateur. Cette alliance matrimoniale le relie aux Seillière et aux Demachy, et, par là, au groupe Schneider.

Parmi les administrateurs, nous nous bornerons à citer M. Eugène Mirabaud, M. Léon Tezenas (représentant la banque Mirabaud et Cie), M. Eugène Pergeline, dont nos

³⁷ Il est notamment administrateur de la fabrique de soieries Devay & Paute, dont Daniel Isaac (de la famille d'Auguste) est administrateur.

lecteurs ont eu connaissance à diverses reprises et M. Gabriel Guillet, capitaliste nantais, ~~qui semble être [136] de la famille Guillet de la Brosse, nommée antérieurement~~, et de M. Léon Guillet, [ingénieur ECP] membre de l'Académie des sciences, que nous rencontrerons dans la métallurgie. Ajoutons toutefois encore M. Charles de Bailliencourt [probablement le père de Charles-Albert > Bq Dupont, Commeny-Oissel...], qui est parent de Henri de Bailliencourt-Courcol, d'une famille nommée précédemment et petit-fils de M^{me} Ernest Brincard, proche parente du baron Georges Brincard (voir tomes I et II).

La Société maritime nationale a un capital très petit, trois millions de francs. Aussi semble-t-il que ce soit une entreprise en coparticipation de diverses familles capitalistes³⁸, auxquelles toutefois viendraient s'adjoindre des représentants de sociétés de transports maritimes³⁹, de sociétés métallurgiques et coloniales⁴⁰.

[137]

La Société française de navigation danubienne.

La Compagnie générale pour la navigation du Rhin.

La Société française de navigation danubienne fut créée en 1920, au capital de 5.800 000 francs. Nous connaissons partie des administrateurs de cette entreprise : le vice-amiral Lacaze qui est président, Maurice Chabrières, Émile Dara (voir tome I), Emmanuel Derodde [*sic* : *Derode*] (voir tome I), Jean Fraissinet, Georges Philippar, Maurice Pilliard et Pierre de Saboulin-Bolléna.

À ces huit administrateurs s'en ajoutent quelques autres qui semblent être, pour la plupart, des employés représentant des groupes ou des sociétés. M. Henri Houpeurt, qui est le vice-président, siège aussi à la Compagnie générale de navigation du Rhin ; de même, M. Pierre de Brousse siège à cette compagnie, dont il est le directeur général. Tous deux représentent réciproquement ces sociétés dans ces deux conseils. L'administrateur délégué est le baron Jacques d'Anglejan-Châtillon, qui représente la Société française de navigation danubienne à l'Union industrielle et maritime* ; en commun avec sa mère, il a un château à Chindrieux (Savoie)⁴¹.

[138] La Compagnie générale pour la navigation du Rhin a un capital de 15.275.000 francs. Les administrateurs sont nombreux. Il suffira de parler de quelques-uns d'eux, en dehors de ceux déjà cités et qui sont : MM. Albert Auberger, Roger Ribière, Fernand Herrenschmidt, le président Henri Houpeurt, l'ambassadeur François Georges-Picot,

³⁸ Trois membres de la famille Estier siègent au conseil : Georges Hecquet, vice-président, marié à une Estier [Juliette], François Estier son beau-frère, marié à Odette Journet, riche famille parisienne. François Estier a un château à La Ferté-sous-Jouarre (Seine-et-Marne) en commun avec sa mère ; Jean [Jean-Henri] Delpech, fils d'un Jean qui avait épousé une Estier [Reine], sœur de François Estier, il semble être parent de M. Georges Delpech qui a une maison de commerce à Saïgon. M. Jean Delpech est administrateur de l'Union commerciale indochinoise et africaine. Les Estier sont apparentés d'autre part, aux Constantin, aux Cottin et, par eux, aux Gouin.

M. Démétrius Zafiropulo et M. Eugène Pergeline déjà nommés, ayant des intérêts, le premier dans des affaires coloniales et d'armements, le second, dans des affaires métallurgiques.

³⁹ MM. Pierre Laure et Maurice Tillier semblent représenter la Compagnie générale transatlantique, car ils donnent là leur adresse. D'ailleurs, Pierre Laure est administrateur de cette compagnie. Les Messageries maritimes sont représentées par leur directeur, M. Pierre de Saboulin-Bolléna, précédemment cité.

⁴⁰ Le président [de la Sté maritime nationale], M. Gabriel Brizon, déjà vu [> Crédit colonial], représente le groupe Schneider-Marine-Homécourt. M. Émile Level, administrateur de sociétés coloniales, semble fidei-commis d'un grand baron de la finance. M. Georges Vigne est administrateur délégué de cette même société en même temps que du Crédit foncier de l'Indochine.

⁴¹ Un de ses parents, le baron Henri d'Anglejan, est lieutenant au 11^e cuirassiers. Il est le fils du baron Roger d'Anglejan et de la baronne née Lavernette. Sa femme est Yolande de La Forest-Divonne, fille du comte Paul de La Forest-Divonne et de la comtesse née Back de Surany.

Un autre de ses parents, le baron François d'Anglejan-Châtillon, a un beau-fils, le baron de Koenigswarther, qui a épousé, en décembre 1937, Denise Cayeux de Sénarpont.

La famille de Koenigswarther est d'origine juive et est alliée d'autre part aux grandes familles juives

Maurice Pilliard et M. Henri Lévy ⁴², qui apparurent lorsque nous étudiâmes la Société générale alsacienne de banque.

Parmi les administrateurs nouveaux venus sous notre plume, nous nommerons Yves Le Gorrec ⁴³, ingénieur de l'École polytechnique (promotion de 1908), directeur des services centraux et administratifs de Pechelbronn. Il y a M. René de Peyrecave, administrateur du Crédit industriel d'Alsace et Lorraine, et M. Henry de Peyster, un inspecteur général des finances qui siège en outre au Nord-Lumière.

Dans les deux entreprises que nous venons d'étudier, les administrateurs représentent en général des groupes bancaires et industriels, ceux-ci étant usagers ou fournisseurs de ces sociétés. Il faut noter, en outre, une interpénétration de leurs administrateurs, correspondant à la liaison de leurs intérêts respectifs par suite d'intercommunication des canaux.

LA COMPAGNIE UNIVERSELLE DU CANAL MARITIME DE SUEZ*

[139] Avant de passer à l'étude des ports, docks et entrepôts, nous devons parler assez longuement de la Compagnie universelle du canal de Suez. Il le faut, et parce que cette société est une très grande puissance financière, et parce qu'elle est un organisme, tout à fait spécial, pion mu sur l'échiquier politique par la Grande-Bretagne ou, plutôt, par les puissances bancaires qui dirigent la politique de la Grande-Bretagne.

La Compagnie universelle du canal de Suez fut créée au capital-actions de 200 millions, représentés par 400.000 actions de 500 francs. En 1924, elles furent dédoublées, c'est-à-dire qu'il y a maintenant 800.000 actions dont la valeur d'émission est nominale de 250 francs. Une partie du capital est amorti et transformé en actions de jouissance. Il y avait au 1^{er} septembre 1933, cent trente-trois mille actions de jouissance, cent mille parts de fondateurs. Le Khédivé d'Égypte avait, d'après les statuts de la compagnie, droit à 15 % des bénéfices du canal. Une société civile (422.000 actions) a été créée pour représenter ces 15 % du gouvernement égyptien. Les bénéfices nets sont ainsi répartis : 15 % à la société civile, 10 % aux fondateurs, 2 % aux administrateurs, 2 % pour un fonds de retraites, de secours et de gratifications aux employés et 71 % aux actions. L'action émise [140] à 250 francs vaut en Bourse, au moment où nous écrivons (9 novembre 1936), plus de 25.000 francs ! Il ressort de là que les deux cent millions des souscriptions primitives (il y a moins de 75 ans) valent actuellement environ vingt milliards de francs. La valeur a centuplé.

Cette société, qui a son siège Paris, 1, rue d'Astorg, est théoriquement une société entre les mains de Français, puisque, statutairement, le conseil d'administration est composé de deux tiers de Français et d'un tiers d'Anglais. Mais, pratiquement, cette compagnie est entre les mains de l'Angleterre. Celle-ci possède une quantité d'actions telle qu'elle contrôle absolument cette société. L'Angleterre a obtenu ce contrôle en achetant, d'un seul coup, pour cent millions, les 176.602 actions du Khédivé d'Égypte en novembre 1875. L'opération fut faite par le premier ministre, Benjamin Disraëli (Lord Beaconsfield), aidé par Nathan de Rothschild ⁴⁴.

C'était une opération politique de premier ordre, ouvertement avouée d'ailleurs par le ministre Disraëli. Il semble ressortir d'une courte étude que M. Roger Mennevé a

⁴² Henri Lévy est décédé en avril 1937. Ce conseiller général du Bas-Rhin est le père et beau-père de M. et M^{me} Jean Lévy, de M. et M^{me} Claude Lang (voir tome II), de M. et M^{me} Achille Baumann (voir tome IV).

⁴³ Il a épousé Dominique Mertian, de la famille de la femme d'Emmanuel Pastré, dont il fut parlé antérieurement. Il a un château à Voiteur, dans le Jura

⁴⁴ Charles LESAGE : *L'Invasion anglaise en Égypte : L'achat des actions de Suez*, Paris, 1906 (Plon, éditeur). — Auguste Chirac : *L'Agiotage sous la III^e République*, Paris, 1888.

consacrée à ce sujet (n° d'avril 1935 des *Documents politiques, diplomatique, et financiers*) que ce fut la branche anglaise de la famille internationale des Rothschild qui mena l'affaire en sous-main, d'accord avec la Haute Banque et le gouvernement britanniques. Ce dernier n'est d'ailleurs que l'agent exécutif des volontés de la première.

Il ne semble pas douteux qu'à l'époque de cette opération financière⁴⁵ et politique « toutes les [141] branches de la famille des Rothschild fussent sous l'obédience de leur maison de Londres » comme le dit M. R. Mennevée. Il est probable qu'aujourd'hui encore il en est de même.

Donc, du fait que l'Angleterre possédait d'un bloc presque la moitié des actions du Canal de Suez, il lui était possible successivement d'acheter le nombre d'actions qui lui était indispensable pour compléter le nombre lui permettant d'avoir la majorité dans le conseil d'administration. Elle l'a fait. Et depuis des années, elle contrôle réellement la compagnie et est maîtresse de l'assemblée générale des actionnaires. Il s'ensuit que les intérêts français ne peuvent être représentés qu'autant qu'il plaît à l'Angleterre. De toute certitude, nul ne peut être élu au conseil d'administration du Canal de Suez si l'Angleterre refuse son assentiment⁴⁶.

Il résulte de ceci que les administrateurs français sont dans une situation tout à fait curieuse. En fait, ils n'administrent rien. Ce sont des personnages décoratifs qui ont pour fonction d'acquiescer aux décisions des administrateurs britanniques. S'ils ne sont que décoratifs, pour la parade, nos administrateurs français sont bien rentés. Tout d'abord, pour avoir le droit d'être choisis comme administrateurs, ils doivent avoir en leur possession cent actions ; ce qui représente environ un capital de plus de deux millions de francs. Nul doute que la plupart de ces administrateurs français ne possèdent pas ces cent actions. Elles sont alors mises à leur nom par leurs réels possesseurs [142] dont ils sont de vrais fidéi-commis, et une contre-lettre de l'administrateur rétablit la véritable propriété des cent actions. Cette opération est assez fréquente en finance. Elle fut pratiquée par M. Basile Zaharoff à propos d'actions du Cercle de jeux de Monaco : remises à son homme de paille, M. Delpierre. *La Vie financière* en publia la preuve, il y a quelques années.

Les administrateurs du Canal de Suez sont, avons-nous dit, très bien rentés. Ils se partagent 2 % des bénéfices nets, qui sont de l'ordre de 500 à 600 millions par an ! Aussi, leurs tantièmes atteignent pour chacun d'eux 350.000 francs et dépassent parfois 400.000 francs par an ! Comme ils n'ont ce siège si doré que grâce à l'Angleterre, ils sont inévitablement les serviteurs de cette puissance⁴⁷.

Il semble que les postes d'administrateurs du Canal de Suez soient donnés en récompense de services rendus et en encouragement de services à rendre. Toujours est-il que des services sont payés par ces sinécures, assurant un revenu annuel d'au moins 300.000 francs.

⁴⁵ Ce fut une excellente opération financière, puisque actuellement, les 170.603 actions achetées cent millions représentent une valeur de 415 millions.

⁴⁶ La possession effective du Canal de Suez par l'Angleterre [aurait permis] de fermer le canal au transport des troupes italiennes, Chambre des communes (juin 1935). Au nom de l'opposition, un député travailliste déclara qu'il appartenait à l'Angleterre de fermer le canal au transport des troupes italiennes, à propos du conflit italo-éthiopien.

⁴⁷ Dans un rapport du 26 décembre 1931, de M. Périer, directeur de la police politique de la préfecture de police à Paris, on peut lire : « La spéculation internationale est partout où se trouve Deterding, c'est-à-dire l'Intelligence Service, dont l'objet, en ce qui concerne la France, est d'amener au pouvoir des hommes sûrs, pratiquant l'autoritarisme à l'intérieur du pays et une politique de concessions envers l'étranger... et l'assujettissement à l'égard de l'Angleterre. »

Or, Deterding n'est qu'un agent, tout comme l'Intelligence Service, des maîtres du gouvernement britannique, la « puissance inconnue », comme l'appelle M. Roger Mennevée, les « dieux », comme l'appelait M^{me} Marthe Hanau. Celle-ci a publié en 1933 dans son journal *Forces* (et a republié en 1934, le 25 mai) le rapport Périer dont nous venons de citer quelques lignes lumineuses. Ce fut là une publication audacieuse qui attira sur M^{me} Hanau une haine profonde qui ne pardonne pas et dont elle fut la victime.

[143] Si on étudiait la politique menée par certains de ces administrateurs français, on verrait qu'elle est le plus souvent en accord avec la politique britannique. M. Roger Mennevée l'a montré pour le général Weygand dès janvier 1930. On pourrait le montrer pour d'autres.

La plupart des administrateurs français de cette compagnie ont déjà vu leur nom figurer dans cet ouvrage, comme la liste suivante le montre :

Le marquis de Vogüé, président ; Edgar Bonnet, vice-président ; André Lebon, vice-président ⁴⁸ ; Max Bahon, Aimé de Fleuriau, Auguste Isaac, Charles Laurent, comte de Lesseps ⁴⁹, Alfred Oppermann, Charles Rist, Ernest Roume, Charles Sergent, Humbert de Wendel.

Et maintenant étudions un peu ceux des administrateurs dont les noms n'étaient pas apparus encore dans ces pages.

M. Camille Barrère, ambassadeur [en Italie (1897-1924)], membre de l'Académie des sciences morales et politiques et du cercle l'Union artistique, grand-croix de la Légion d'honneur ; M. Georges Devin, ancien avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'État, parent de l'amiral [Henri] Devin [WW 79] (~~son frère, Léon Devin, [144] fut un brillant avocat d'affaires le siècle dernier et fut bâtonnier de l'ordre~~) ; M. Gaston Doumergue, ancien président de la République française ; M. Robert Guichard, ayant hôtel à Paris, 38, avenue de Tokyo et château à Thorigny-sur-Oreuse (Yonne) ⁵⁰ ; M. Charles Laroche, ingénieur en chef des ponts et chaussées (promotion de 1897 de l'École polytechnique), ancien directeur des établissements Schneider, membre de l'Union artistique ⁵¹, administrateur de la Compagnie marocaine, de la Compagnie des docks et entrepôts du Havre et de la Compagnie du port de Rosario, qui est sous le contrôle des Schneider et des Hersent (voir ci-après), Société générale des huiles de pétrole, société internationale dont il sera parlé amplement en traitant des produits chimiques ; le comte Étienne de Nalèche, directeur du *Journal des débats** (contrôlé par de Wendel et Rothschild) (voir p. 133, tome II), est un descendant d'un Nalèche qui, en 1878, était administrateur du chemin de fer de Bône à Guelma*. Enfin, la série française du conseil se termine par le général Maxime Weygand, membre de

⁴⁸ Son fils Georges-Edgar est directeur-général-adjoint de la compagnie.

⁴⁹ Il [le comte Charles de Lesseps] est marié à Édith Couturié, et ainsi est apparenté à la famille Raoul-Duval dont le nom reviendra sous notre plume, et au duc Decazes. Il est membre des cercles Jockey-Club et Union. > Pierre (Suez + groupe Mimran) et Myriam ép. Pierre Dorise (diverses sociétés de distribution de chaleur)

La famille de Lesseps, descendant du créateur du canal de Suez, n'est représentée dans la finance que par le comte, chef de famille. Plusieurs membres de la famille ont des châteaux dans l'Indre et la Sarthe. L'un d'eux, le comte Mathieu, est membre de l'Action française, la ligue royaliste. Une de Lesseps est marquise de Miramon. Sa nièce, M^{lle} de Miramon, est aussi la nièce de François de Sinçay [fille de sa sœur Suzanne], de la famille dont il fut parlé tomes I et II. M^{lle} de Miramon est mariée au lieutenant-colonel Clouet des Pesruches. Le duc de Guise, prétendant au trône de France, était représenté au mariage !

⁵⁰ En 1882, il y avait un Guichard, député et administrateur des Messageries maritimes (Auguste CHIRAC : *l'Agiotage sous la troisième République*). — Robert Guichard (tome II) est le beau-frère de Léon Meunier du Houssoye (voir tome II) page 204). Une parente de Robert Guichard, Élisabeth Treuille, fille du comte Marcel Treuille et de la comtesse née Guichard, sœur de Cécile, mariée à Emmanuel Chalandon (voir tome II p. 267), épousa, en juillet 1935, Philippe Le Conte, auditeur à la cour des comptes. Rappelons que la famille Guichard est de la parenté des Desclosières-Templier ; que la famille Treuille est parente des de Lestrangle.

⁵¹ Charles Laroche paraît être le fils d'un inspecteur général des ponts et chaussées, Félix, et le père de Charles, ingénieur au canal de Suez (promotion de l'École polytechnique de 1923).

Il semble être parent de Jules, ambassadeur, probablement le fils d'Hippolyte qui fut résident général des colonies au siècle dernier, et ensuite député radicalisant de la Sarthe.

l'Académie française, ancien [145] chef de l'état-major, ayant son château à Ploujean (Finistère) ⁵².

Nul besoin de commentaires à la liste précédente. Elle parle d'elle-même. Elle dit que ces hauts fonctionnaires, ces hauts personnages politiques, ces hauts diplomates ont le poste si doré d'administrateur du Suez comme récompense des services qu'ils ont rendus au cours de leur existence de fonctionnaires aux puissantes oligarchies de la finance. Elle dit aussi que ces hauts personnages représentent dans le conseil des intérêts qui ne sont pas personnellement les leurs, mais les intérêts des groupes capitalistes dont les têtes la Haute Banque et l'Église catholique.

PORTS, DOCKS ET ENTREPÔTS

[146] Les entreprises de ports, docks et entrepôts sont particulièrement liées et aux compagnies de navigation dont nous venons de parler, et aux industries métallurgiques que nous étudierons dans le tome IV de cet ouvrage.

Nous rencontrerons dans ces entreprises le même phénomène de mélange intime et d'interpénétration des administrateurs de sociétés clientes, usagées, fournisseuses, complémentaires (entreprise de chemin de fer aboutissant au port) et bancaires C'est en somme toujours la même structure économique liant intimement les intérêts des uns et des autres par le moyen de gérants communs. Les sociétés que nous allons étudier illustrent cela.

La Compagnie du port, des quais et entrepôts de Beyrouth.

Cette société, au capital de 10.666.500 francs, date de 1888. Elle est donc relativement ancienne. Aussi, nous voyons dans son conseil la Banque Mallet frères, représentée par Raoul Mallet ⁵³ (voir tome I), le comte François de Vogüé (voir tome I, p. 190), le comte Guy de Perthuis qui a épousé Geneviève Chapuy, la fille de Paul Chapuy, déjà cité [X-1882, ing.-conseil BPPB, adm. Métropolitain] et appartenant au groupe de

⁵² Il est marié à une demoiselle de Forsanz, dont la famille possède un autre château à Garlan, près de Morlaix. Le général Weygand semble être le gendre de la vicomtesse de Forsanz, d'une famille noble polonaise.

M. Roger Mennevé a parlé à diverses reprises dans ses *Documents politiques, diplomatiques et financiers* du rôle politique et financier du général Weygand. Nous y renvoyons le lecteur curieux de le connaître en détail.

⁵³ Raoul Mallet est décédé en juillet 1937.

la Banque de Paris et [147] des Pays-Bas⁵⁴. Les lecteurs de notre ouvrage connaissent certains autres administrateurs, car nous avons été amenés à les nommer. Tels : M. Maurice Bérard [président Bq Syrie+Liban] ; le vice-président délégué Gaston de Monicault et son parent Jean Du Buit [insp. des finances, dir. du Crédit national. Le fils aîné de Gaston de Monicault, Jacques, a épousé la fille unique de Laurent du Buit, patron de La Paternelle.]. Rappelons que ce dernier est le fils d'une Fourcade, proche parente du sénateur [Jacques] Fourcade*, membre du comité de l'œuvre du Vœu national (Sacré-Cœur). Les autres administrateurs apparaissant pour la première fois sont : le président Georges Saint-René-Taillandier, ministre plénipotentiaire qui, au commence- [148] ment du siècle était ministre au Maroc, aussi le voyons-nous maintenant administrateur de la compagnie des chemins de fer du Maroc et du chemin de fer de Tanger à Fez ⁵⁵, le baron Louis d'Andrée de la Giraudière ; le comte Joseph de Bouthillier-Chavigny, du Jockey-Club ⁵⁶, qui siège aussi aux Chemins de fer de Damas-Hamah et prolongements ; M. Henry Garreta, ingénieur en chef des ponts et chaussées (École polytechnique, promotion de 1875) ; et enfin M. Paul Blanche, ignoré des annuaires mondains, mais siégeant aux Chemins de fer de Damas-Hamah et prolongements, et commissaire à la Compagnie française de construction Babcock & Wilcox*. Plusieurs de ces personnages sont certainement des fidéi-commis de groupes financiers, parmi lesquels nous pensons que se trouve l'Église catholique romaine.

SIX COMPAGNIES D'ENTREPRISES MARITIMES

[149] Au 2, rue Lord-Byron, à Paris, est établi le siège social de six compagnies que nous allons étudier successivement tout en les groupant. Ce sont : Les Ports coloniaux, la Société commerciale des ports africains, la Société nouvelle des appareils de Rouen, l'Union commerciale de Bordeaux-Bassens, la Société commerciale d'affrètements et de commission [SCAC], la Société commerciale tunisienne.

Ces entreprises ont de cinq à huit administrateurs communs. Ainsi M. Léon Cyprien-Fabre, déjà nommé, siège aux Ports coloniaux, et à Bordeaux-Bassens ; le baron Léon de

⁵⁴ Le nom complet est Perthuis de Laillevault. Le comte Guy est indiqué dans l'annuaire des châteaux comme ayant en commun avec sa mère, un château à Plagny (Nièvre) et avec son beau-père un château à Saint-Égrève (Isère). Le comte Guy de Perthuis est parent de Gaston de Monicault (voir tome II) qui siège au même conseil. Nous complétons ici, en le corrigeant, ce que nous avons dit des Monicault dans le tome II. Gaston, Pierre [1869-1953, député (Fédération républicaine) de l'Ain 1919-1932. Marié à Marie-Henriette Perthuis de Laillevault, fille d'Henri, conseiller référendaire à la Cour des comptes, nièce de Lucien, administrateur de Saint-Gobain] et Alexis de Monicault sont frères et fils d'Édouard de Monicault né en 1829, officier de marine, marié en 1864 à Marie Dufaure, fille de Jules Dufaure. C'est par erreur que nous avons prénommé Edmond celui qui en fait était Édouard. Son père était Alexis-Aimé-Joseph de Monicault, maître des requêtes au Conseil d'État, marié en 1820 à Henriette Garnier-Deschènes. Cet Alexis-Aimé-Joseph était le fils d'un directeur général des Postes de l'armée d'Italie, Joseph-Barthélemy-Claude Monicault (pas de particule), lors de son mariage en 1801 avec Félicité Régny, la tante de celle qui épousa un Pastré, et qui fut l'arrière grand-mère d'Hubert Pastré (affaire des « Cagoulards »).

Par ailleurs, Joseph Monicault et Félicité Régny eurent un autre fils Gabriel-Jean de Monicault, qui fut dans la magistrature et qui épousa Joséphine Humbert dont le père était conseiller général de la Côte-d'Or. D'où une fille Jeanne-Laure-Gabrielle de Monicault, née en 1844, qui épousa en 1861 Émile de La Motte-Saint-Pierre, sous-inspecteur des Eaux et Forêts. Elle eut trois fils, Jean, Guy, et Bernard de La Motte-Saint-Pierre. C'est de la branche Guy que proviennent les quatre frères, Roland, Olivier, François, et Robert nés de 1902 à 1907. Ces deux derniers siègent dans des conseils d'administration d'affaires coloniales. Robert est celui compromis dans l'affaire des Cagoulards. Roland de La Motte-Saint-Pierre est prêtre. Il y a donc parenté entre les familles Pastré, de Monicault et La Motte Saint-Pierre.

⁵⁵ Il est marié à une demoiselle Chevrillon, proche parente de M. André Chevrillon, de l'Académie française, descendant de Taine, apparenté par sa femme, née Porgès (voir tome I) à la famille Ferdinand-Dreyfus.

⁵⁶ Les Mallet sont parents, par mariage, des de Bouthillier-Beaumont. Nous n'avons pu savoir s'il y a parenté entre ces deux familles de Bouthillier.

Nervo, déjà cité, est vice-président des Ports coloniaux, président des Ports africains, de la Société commerciale d'affrètements et de commission [SCAC], et de l'Union commerciale de Bordeaux-Bassens ; le baron Jean Davillier ⁵⁷, cité antérieurement, administre la Société commerciale des ports africains, et Bordeaux-Bassens ; M. Georges Hersent, déjà vu, est, lui, administrateur des Appareux de Rouen et de Bordeaux-Bassens ; M. Gaston Paitel ⁵⁸, déjà cité, siège aux Ports coloniaux et à Bordeaux-Bassens.

Et voici maintenant les nouveaux venus sur notre tableau des financiers contemporains : M. Robert Lemaigen ⁵⁹, administrateur délégué [150] des Ports coloniaux, des Ports africains et de Bordeaux-Bassens, administrateur des Appareux de Rouen et de la Société commerciale d'affrètements et de commission ; il siège aussi aux Messageries africaines ⁶⁰ et à la Société commerciale tunisienne ⁶¹. M. Marcel Marceron [marié à une Gorchs-Chacou], administrateur-directeur de la Société commerciale d'affrètements et de commission, administrateur des Ports coloniaux, de Bordeaux-Bassens, administrateur délégué du Foncier africain français, dont le siège social est 2, rue Lord-Byron, et qui est une coparticipation où est la famille Savon, M. Marcel Marceron ⁶² siège en treize conseils où il représente certainement des intérêts qui ne sont pas seulement les siens ; il se pourrait que ceux-ci soient ceux du groupe Mirabaud [douteux] ; nous reverrons ce personnage dans les Mines [Phosphates de l'Océanie], les Produits chimiques. M. Gaston Bouffé, marié à Marguerite Beigbeder [fille de David, anc. président de la SCAC], et M. Robert Fossorier, qui administrent les cinq sociétés en question et quatre autres ayant le même siège social (Foncier africain français, Ateliers et chantiers maritimes de Tunisie, Société marocaine de charbons et briquettes, Société commerciale tunisienne).

[151] MM. Léon Bertrand [1858-1951] et Robert Galoppe [1878-1938] [marié à Jacqueline Augustin-Thierry, fille d'une Dlle Agache, d'où la présence de Galoppe au conseil d'Agache fils à Perrenchies] sont administrateurs des mêmes sociétés : Appareux de Rouen, Société commerciale d'affrètements et de commission, Compagnie française des phosphates de l'Océanie et Société algérienne de produits chimiques et d'engrais.

⁵⁷ Le baron André Davillier, tué au cours de la guerre mondiale, avait une fille qui, en juin 1937, a épousé Pierre Vignon [dont le frère René a fait carrière à la Scac], fils de Maurice Vignon [directeur de la Société générale] et de feu sa femme, née [Geneviève] de Montfort. Maurice Vignon s'est remarié avec une demoiselle [Berthe Le Noir] de Becquincourt. La veuve du baron André Davillier, née de Noue, a épousé en secondes noces M. de Bellocq-Feuquières.

⁵⁸ Gaston Paitel, né vers 1873 en Bretagne, grandit à Villenave-d'Ornon. Avocat, il accomplit toute sa carrière dans le sillage de Charles Chaumet, député, puis sénateur de la Gironde, qu'il accompagne dans divers ministères et des affaires marocaines (Olivettes marocaines, Immobilière du Nord-Marocain). Administrateur de la Société de Chimie d'Extrême d'Orient (AEC 1922), il est réélu commissaire aux comptes des Caoutchoucs de l'Indochine en 1923, le devient des Anthracites du Tonkin, puis de la SFFC (1928-1934), et, à partir de l'exercice 1935, de la SFEDTP. En 1928, tandis que Chaumet accède à la présidence des Chargeurs réunis, il devient président de leur filiale, la Cie de navigation Sud-Atlantique, poste qu'il occupait toujours en août 1939 (A.L.).

⁵⁹ Membre de l'Union artistique, il appartient à une famille riche dont deux membres André et Raoul Lemaigen possèdent des châteaux en Loir-et-Cher. Ce dernier est marié à une demoiselle Hainguerlot, ce qui l'apparente aux Gouroy du Roslan, dont il sera parlé dans les entreprises coloniales et d'électricité.

Robert Lemaigen est le fils de Louis, et de sa femme, née Fage, qui ont un château à Bracieux (Loir-et-Cher). Il est marié à Yvonne de Nervo, proche parente [fille] du baron Léon de Nervo, ci-dessus nommé (voir tome I).

⁶⁰ Cette société est une coparticipation notamment des familles bordelaises Gradis, Maurel et Prom, Begouën-Devès dont il a été ou dont il sera parlé, avec des banques, notamment la banque Mirabaud et Cie et l'Union parisienne

⁶¹ Cette société a dans son conseil cinq membres de la famille Savon (voir précédemment). Elle est une coparticipation de cette famille avec la banque Mirabaud et Cie.

⁶² Il est marié à Andrée Gorchs-Chacou et a le château de son beau-père à Montfort-sur-Risle (Eure). Un parent de sa femme, Pierre Gorchs-Chacou, siège en même temps que lui au conseil de la Société commerciale tunisienne.

Ces deux personnages sont parents, probablement beaux-frères, Thérèse Galoppe [effectivement sœur de Robert] étant la femme de Léon Bertrand⁶³.

On a pu juger par les renseignements précédents combien les sociétés s'enchevêtrent les unes dans les autres par la communauté d'une partie de leurs administrateurs et de leur siège social. Et cela est l'indice que, à ces diverses sociétés, coparticipent les mêmes groupes capitalistes.

Complétons cet examen par la présentation pour chaque entreprise des administrateurs restant.

Tout d'abord les Ports coloniaux. Dans son conseil, outre les administrateurs indiqués dans les lignes précédentes, nous avons le vice-président Paul Cyprien-Fabre, connu de nos lecteurs.

M. Alexis Baptifaut, qui représente la Compagnie des chargeurs réunis, déjà cité, M. Jean Fraissinet, aussi déjà cité, représentant la Compagnie marseillaise de navigation à vapeur ; MM. Octave Homberg et Gaston Paitel, déjà cités ; M. Edmond Giscard d'Estaing, inspecteur des finances, que l'on retrouvera dans la Métallurgie⁶⁴.

La Société commerciale des ports africains ne compte que six administrateurs et ils figurent dans la liste précédente collective.

[152] À la Société commerciale d'affrètements et de commission [SCAC], il y a deux administrateurs anglais, dont l'adresse est la même à Londres, Cyril Hay et Charles Ascherson, qu'on trouve encore siégeant dans des affaires minières où dominant les Mirabaud. En outre, on voit : M. Louis Beigbeder⁶⁵ qui sera revu dans les mines et charbonnages ; le duc Gilles de Maillé, cité dans le tome I, fils d'une [153] Wendel, mari d'une princesse Radziwill, membre d'une famille alliée à toute la haute noblesse

⁶³ Il est ingénieur en chef des ponts et chaussées (promotion de 1878 de l'École polytechnique), et fut, il y a 35 ans, directeur de la Compagnie parisienne du gaz [entré le 1^{er} janvier 1892 à la Cie parisienne d'éclairage et de chauffage par le gaz, directeur en oct. 1901. Fondateur en octobre 1908 de la Cie française des phosphates de l'Océanie et en 1911 de la Cie du gaz de Rosario (Argentine)]. Son château est à Précy-sur-Oise (Oise) ; celui de M. Robert Galoppe à Menars (Indre-et-Loire)[Meynard, près Ribérac (selon Bottain mondain, 1955)].

⁶⁴ Dans les annuaires mondains antérieurs à 1925, ce personnage, ainsi que son frère René, apparaissent sous le simple nom très roturier de Giscard. Leur mère est M^{me} Valéry Giscard, et elle est née Monteil-Ansaldi. Mais dans l'annuaire des châteaux de 1926, Giscard s'est transformé en « Giscard d'Estaing ». Leur mère possède un château à Saint-Amand-Tallande (Puy-de-Dôme) et les deux frères y habitent. Cependant Edmond vient d'épouser May Bardoux et il a un autre château dans le même département à Chanonat. Sa femme est, semble-t-il, la fille de Jacques Bardoux (voyez antérieurement).

René, lui, a épousé Anne Carnot [fille de François, petite-fille de Sadi], de la famille de l'ancien président de la République. Il est maître des requêtes au Conseil d'État. Nous n'avons pu savoir d'où provenait le « d'Estaing » ajouté à leur patronyme. Sont-ils des descendants du célèbre amiral du XVIII^e siècle ? [!]

René Giscard d'Estaing fut chef de cabinet du ministre de l'Air, général Denain, et aussi secrétaire délégué de la Fédération des porteurs de valeurs mobilières, présidée par M. Georges Lecomte, de l'Académie française. Cette fédération a été créée de toutes pièces par l'Union syndicale des banques, afin d'avoir une action sur les pouvoirs publics.

⁶⁵ [Louis Beigbeder][1886-1954] est ingénieur civil des mines et fils de David [1848-1935]. Il a remplacé son père, décédé en 1935, dans les conseils d'administration d'entreprises maritimes et de mines [Mokta...] Marguerite Beigbeder, une des filles de David [l'aînée], a épousé Gaston Bouffé que nous avons vu dans les mêmes entreprises. Une autre, Edmée Beigbeder, est devenue la femme d'un professeur à la faculté de droit, M. [Henri] Donnedieu de Vabres [d'où Jacques, pdg de Campenon-Benrard]. Le château familial est à Autevielle (Basses-Pyrénées). David Beigbeder était, de son vivant, membre du consistoire protestant. Cette famille semble être d'origine bordelaise. Elle paraît être en relations assez intimes au point de vue capitaliste avec les Mirabaud-Puerari-de Nervo, car on les rencontre en commun dans des conseils d'administration.

Un de ses membres, Émile Beigbeder, probablement le frère aîné de David [frère cadet (1859-1937)], ingénieur de l'École polytechnique (promotion de 1879), ancien ingénieur en chef des chemins de fer de l'État, a épousé une Fraissinet [Thérèse], de la famille des grands armateurs marseillais, dont nous avons parlé. Il a le château de Roquefavour à Ventabren (Bouches-du-Rhône). Un autre membre [d'un branche distincte], Onésime [1855-1936], ingénieur, est commissaire à diverses sociétés métallurgiques [père d'Alfred, président des Mines de Bazailles].

terrienne, possesseur de châteaux ; descendant des nobles de l'ancien régime, et naturellement tous ces personnages sont traditionnellement et héréditairement royalistes.

En sus des administrateurs nommés précédemment, la Société nouvelle des appareils de Rouen, dite Grande Carue, a quatre administrateurs qui semblent être, soit des employés, soit de très petits capitalistes, sur lesquels les annuaires mondains sont muets. Un commissaire de cette société est M. Louis Beigbeder que nous venons de voir.

L'Union commerciale de Bordeaux-Bassens a d'autres administrateurs que ceux nommés ci-dessus, qui sont communs aux autres entreprises. M. Charles Bastit sera revu dans les mines et charbonnages où il semble d'ailleurs représenter les intérêts de groupes financiers qui sont dans les compagnies maritimes que nous examinons ici ; M. Henri Cangardel, déjà nommé ; M. Joseph-Honoré Ricard, déjà nommé, et deux autres personnages qui paraissent être de simples employés.

QUELQUES AUTRES COMPAGNIES D'ENTREPRISES MARITIMES

L'Établissement maritime de Caronte (Bouches-du-Rhône).

[154] Cette société, au capital de vingt millions, a neuf administrateurs. Nous avons déjà parlé de six d'entre eux : MM. André Silhol, Jacques Aguillon, Jean Fraissinet, le baron Girod de l'Ain, M. Henri-Louis Savon, Charles Rebuffel. Citons encore deux représentants du P.L.M., hauts employés de cette compagnie de chemins de fer, MM. Eugène Mugniot, ancien ingénieur des ponts et chaussées (promotion de 1902 de l'École polytechnique), directeur général du P.L.M., ayant manoir à Beuvron-en-Auge (Calvados), et M. René Vallantin, ancien ingénieur du génie maritime (promotion de 1895 de l'École polytechnique), ingénieur en chef du matériel et de la traction. On voit ainsi qu'à cet établissement coparticipent des banques, notamment la banque Mirabaud, le P.L.M. et les familles Fraissinet et Savon.

L'Entreprise maritime et commerciale.

C'est une société au capital de 5.500.000 francs. Son conseil est composé de dix-huit membres, parmi lesquels nous nous bornerons à citer : MM. Maurice Tillier, Edmond Yvan qui est administrateur délégué, François Estier, René Fabry, Gustave Gravier, Alfred Jourdanne, Victor Peytral, Joseph-Honoré Ricard, Henri-Louis Savon, baron Louis Thénard, Dimitri Zafirovulo, le fils de [155] Démétrius, tous cités précédemment. Parmi les huit autres nouveaux venus dans notre étude, il y a : le président, M. Alexis Charmeil, ancien conseiller d'État, ancien directeur au ministère du Commerce, président de la Manutention marocaine ; le vice-président et administrateur délégué, M. Albert Tanon, dont la femme est née Oppermann, de la famille d'Alfred, déjà cité ; Albert Tanon est ingénieur civil des mines et président de la Compagnie commerciale des Antilles françaises F. Tanon et C^{ie}⁶⁶ ; M. Théodore Mante [veuf de Marthe Burckardt] et son fils Gérard [fils de Louis, et non de Théodore], marié à Suzy Proust,

⁶⁶ Cette société au capital de dix millions, a pour objet l'importation et l'exportation de tous produits. Dans son conseil, il y a trois membres de la famille Tanon, le lieutenant-colonel Jacques Weisweiller, parent d'Arthur Weisweiller, marié à Betty Deutsch de la Meurthe ; un Norvégien, Christian Monsen ; l'ancien trésorier-payeur général Edmond Reisser ; et deux autres, résidant à Cayenne (Guyane). Albert Tanon est parent de Maurice Tanon et semble par sa femme, Geneviève Fabre, être apparenté à la famille Fabre, de Marseille, dont font partie les Cyprien-Fabre. Betty Deutsch de La Meurthe était la sœur de Suzanne, décédée en novembre 1937. Elles étaient les filles de Madame Henry Deutsch de La Meurthe. Elles étaient les tantes d'Arlette, Henry et Lysiane Gradis [filles de Gaston Gradis et Georgette Deutsch de la Meurthe].

tandis que son frère Louis Mante est marié à Juliette Eugène Rostand ; leur château familial est à Boissière (Seine-et-Oise) ⁶⁷. Le secrétaire du conseil est M. Jacques Fabry, parent de René, précédemment nommé.

La Société du port de Rosario.

Elle est au capital de dix millions. Son objet est l'exploitation du port de Rosario de Santa-Fé (Argentine). Les actions, de la valeur nominale [156] de 500 francs, et sur lesquelles 300 francs ont été remboursés, valent en Bourse aux environs de 18.000 francs, soit 60 fois leur valeur d'émission ! Le dividende annuel est le double de la valeur d'émission !

Dans le sein du conseil d'administration, il y a trois Hersent, dont le président Georges, déjà cité ; un administrateur délégué, Gilbert ; le troisième est Jean ⁶⁸. Parmi les autres administrateurs, nos lecteurs connaissent Charles Laroche, fidéi-commis des Schneider ; David David-Weill (banque Lazard frères et C^{ie}) ; Raoul de Charbonnière (fidéi-commis des Neuflyze ou du groupe Schneider) ; le duc [157] Bozon de Valençay (voir tome I) ⁶⁹, que nous retrouverons dans les mines et les entreprises d'électricité, et Albert Buisson.

⁶⁷ Juliette Rostand est la fille de feu Eugène Rostand [1843-1915], membre de l'Académie des sciences morales et politiques [et président de la Caisse d'épargne des Bouches-du-Rhône, administrateur de la Société marseillaise de crédit, de l'Immobilière marseillaise, des Grands Travaux de Marseille, des Docks et entrepôts de Marseille...], fils [erreur : frère] d'Alexis Rostand qui fut directeur du Comptoir national d'escompte au commencement de ce siècle [président de 1908 à 1919], proche parent [père] d'Edmond Rostand, le célèbre auteur dramatique et poète.

⁶⁸ Gilbert Hersent est le fils de Jean ; il a épousé Yvonne Watel, fille de Maurice Watel et de sa femme née Michau, du parentage des Watel-Dehaynin que nous verrons ultérieurement [Maurice Watel était le frère d'Étienne, premier président des Sultanats du Haut-Oubangui, et d'Albert ép. Jeanne Dehaynin]. Gilbert Hersent habite dans l'hôtel parisien de son père, 8, place Malesherbes, mais son castel n'est pas le même que le château de son père, bien que tous deux soient à Gouvieux (Oise), Jean Hersent a d'ailleurs un autre château dans la Manche, à Nacqueville. Jean est le frère aîné de Georges Hersent, il est de la promotion de 1884 de l'École centrale, tandis que Georges est de la promotion de 1886.

La maison d'entreprises de travaux publics Hersent et C^{ie} était en 1885 sous le nom de Couvreur-Hersent. Elle fut engagée dans la construction du canal de Panama (voir à cet égard *l'Agiotage sous la III^e République*, d'Auguste CHIRAC et *l'Agonie d'une société*, d'Augustin HAMON). En 1886, une demoiselle Hersent épousa M. Paul Lebaudy, des richissimes sucriers. Paul Lebaudy, fils de Gustave Lebaudy, avait un frère Pierre. De son mariage avec une demoiselle Hersent, il eut un fils Jean, explorateur en Afrique centrale.

Ce Jean Lebaudy a épousé Henriette de Ganay (alliance Schneider). M^{me} Lebaudy-Hersent mourut et son mari Paul Lebaudy épousa en secondes noces Clotilde Murat, fille du comte Murat et de la comtesse née Barot. Dans la maison, il y a encore un autre Hersent, Marcel, ingénieur de l'École centrale, promotion de 1921. Il a épousé une demoiselle Déservillers, parente du comte Déservillers et de la comtesse née Bouilloux-Lafont, de la famille dont un membre fut compromis il y a peu d'années dans le scandale de l'Aéropostale.

⁶⁹ Il appartient à la famille de Talleyrand-Périgord. Il possède le château de Valençay, à Valençay (Indre) Il est le fils du prince de Sagan et de la princesse née Seillière, et par suite il se pourrait que ce soit le groupe Demachy-Seillière-de Wendel qu'il représente dans les sociétés où il siège. En tout cas, ce n'est pas seulement pour la défense de ses propres capitaux qu'il est administrateur de huit sociétés. Il est de la parenté des Castellane et autres familles nobles, gros propriétaires fonciers. Son frère aîné, Hélié, duc de Talleyrand, prince de Sagan, a épousé en 1908 Anna Gould, de la famille des milliardaires américains, son château est à Saint-Chéron (Oise). Il est mort en octobre 1937 en laissant une fille qui a épousé en juillet 1937 le comte de Pourtalès. En sa qualité de duc de Sagan, Hélié, avait le droit de siéger à la Chambre des seigneurs de Prusse. Le duc de Valençay et son frère Hélié étaient les neveux de la baronne Seillière née de Galliffet. Parentés : Durfort de Civrac, de Mortemart de Vibraye, de Maussabré, des Moustiers de Mérinville etc. La principauté de Sagan est en Allemagne, et les Talleyrand-Périgord ont un parentage dans la noblesse allemande. Le comte Jean de Welczek, ambassadeur d'Allemagne en France, est parent des Castellane par les Hatzfeld, et a des liens presque de parenté avec le duc de Valençay, car ils ont une grand-mère commune, Pauline de Castellane, qui, au XIX^e siècle, épousa en secondes noces le duc de Talleyrand, prince de Sagan

Le marquis de Castellane (né en 1897), secrétaire d'ambassade, actuellement à l'ambassade de Londres, est marié à une Patenôte, qui est probablement la sœur de Raymond Patenôte (voir tome II).

Nous n'avions pas encore vu l'autre administrateur délégué Robert Léon [adm. de la banque franco-chinoise], ingénieur de l'École polytechnique (promotion de 1901) ; M. Ferdinand Maison, inspecteur général des mines (École polytechnique, 1884) ; Théodore Ansbacher, un banquier siégeant en d'autres sociétés où figurent le duc de Valençay et d'autres ci-dessus nommés, est très probablement un fidéi-commis d'un puissant groupe financier, comme le sont deux autres administrateurs, des employés⁷⁰ ; et enfin le baron Henri de Saulces de Freycinet, descendant de l'an- [158] cien ministre de la III^e République [Charles de Freycinet], membre du Conseil de surveillance de Schneider et fidéi-commis des Schneider dans les diverses sociétés où il siège et où nous le reverrons. Son château est à Chabanais (Charente).

La Compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris.

Cette compagnie, au capital de 30 millions de francs, est ancienne puisqu'elle date de 1860. Bien entendu, elle a subi diverses modifications au cours de son existence de trois quarts de siècle. Son conseil est composé de dix membres, dont la moitié est connue de nos lecteurs. Ce sont, en effet, MM. Louis Chapuis, Pierre Getten, Paul Marcou, Clément Moret [gouverneur hon. de la Banque de France, adm. du Crédit lyonnais], baron Charles d'Ornellas. Ce dernier, de la promotion de 1896 de l'École centrale et du cercle l'Union artistique, a deux frères, Thomas et Vaxo. Le premier, Thomas, est ingénieur de l'École centrale, promotion de 1899. Ils semblent appartenir à une famille ou espagnole ou sud-américaine d'origine⁷¹.

L'administrateur délégué est M. Léon Haas, du groupe catholique du Crédit industriel et commercial, puisqu'il est administrateur du Crédit industriel d'Alsace et de Lorraine ; il siège aussi à la Compagnie des docks et entrepôts de Rouen⁷². Des quatre derniers administrateurs, nous nous bornerons à citer M. Louis Watel-Dehaynin*, car les [159] trois autres paraissent être ou des employés ou de très modestes capitalistes. Tel n'est pas le cas de M. Watel-Dehaynin. Il a remplacé son père, Albert, dans les divers conseils où il siège et où nous le retrouverons dans notre quatrième tome, puisqu'il s'agit de Services concédés (gaz)[d'où sa présence en 1956 au conseil de la Cie des compteur]. Son père, Albert Watel, épousa une demoiselle Dehaynin et, avec elle, la fortune et la situation des Dehaynin dans la finance. Auguste Chirac les qualifiait dans ses ouvrages de « tribu industrielle et surtout charbonnière⁷³ ». Il existe, en effet, des Établissements Dehaynin père et fils (charbons en gros) dont Louis est coparticipant. Nous avons là un nouvel exemple du système général de l'usager participant à l'administration de l'entreprise dont il use.

La lecture des noms des administrateurs montre sans conteste que la Compagnie des entrepôts et magasins généraux de Paris est une coparticipation de grosses puissances financières qui y sont représentées par des fidei-commis.

La Compagnie des docks et entrepôts de Marseille.

⁷⁰ Théodore Ansbacher (Furth, 1871-Auschwitz 18 avril 1944). Banquier. animateur de la Société générale des mines d'Algérie-Tunisie (omnium) et de ses diverses filiales et participations : Phosphates de Constantine, Union espagnole de fabriques d'engrais, de produits chimiques et de superphosphates, Mines et usines, Pétroles de Tliouanet, Bou-Thaleb, Mines de Ghar'Rouban (plomb), Société algérienne de navigation pour l'Afrique du Nord (Charles Schiaffino et Cie), Applications industrielles (électricité). En outre, administrateur de la Société générale africaine, du Port de Rosario... Il n'est le fidei-commis de personne.

⁷¹ Pierre d'Ornellas, architecte, fils du baron Charles d'Ornellas, a épousé France de Saint-Guilhem, fille du comte L.-J. de Saint-Guilhem, famille alliée aux de Bernis (voir tomes I et II).

⁷² Il y a beaucoup de Haas dans les annuaires mondains et nous n'avons pu déterminer si Léon était parent de Bernard, marié à Claire Lazard, de Lucien, marié à une Schwartz, de Pierre qui a épousé une Schwob d'Héricourt.

⁷³ Voir les *Rois de la République et l'Agiotage sous la III^e République*. — Dans notre *France sociale et politique année 1891*, nous avons aussi cité cette famille. Albert Dehaynin était alors au Crédit industriel et Gabriel Dehaynin au Chemin de fer du Nord.

Même observation pour la Compagnie des docks et entrepôts de Marseille. Ses administrateurs sont en effet le baron Pierre Girod de l'Ain ; M. André Silhol (groupe Neuflyze et Cie)^[en fait : du PLM] ; M. Lucien Arnaud ; M. Jacques Aguillon ; M. Jacques Arnavon, M. Léon Baréty, député ; M. Hector Bouruet-Aubertot ; M. Constant Lecat ; M. Antoine Nunzi ; M. Marcel [160] Olivier ^[comme représentant de la Cie générale transatlantique] ; M. Georges Philippar ; M. Henri-Louis Savon. Tous furent déjà cités au cours de ce volume. Deux administrateurs et le secrétaire général de la compagnie sont des nouveaux venus dans notre palmarès des financiers. Ce sont : M. Joseph Guirin, ayant une adresse à Marseille et un château à Pernes (Vaucluse) ; il semble se rattacher aux Guérin (de Lyon), dont l'un d'eux est marié à une Saint-Olive, de la famille des banquiers ; M. André Level, que nous supposons être de la famille des Level, déjà citée, et représenter, comme eux, les mêmes oligarques, il siège aussi à la Société française de transports et d'entrepôts frigorifiques. Quant au secrétaire général, M. Joseph Teilhard de Chardin, il est commissaire à la Manutention marocaine, et il a épousé Antoinette Levert, la fille de Maurice Levert, dont nous avons parlé dans les Compagnies d'assurances (voir tome II) ; il se trouve ainsi du parentage de M. Alfred Le Roux, déjà cité, et des Gérard, que nous rencontrerons aux Houillères des Bouches-du-Rhône et dans les Produits chimiques.

La Compagnie des docks et entrepôts de Marseille a été fondée en 1859 et est au capital de 39 millions. Observons que, parmi ses administrateurs, il en est plusieurs qui siègent au P.L.M. et dans des compagnies de navigation ; d'autres siègent dans des entreprises de mines et de produits chimiques. Toujours l'union des usagers, des clients de l'entreprise qui leur sert.

La Compagnie des docks et entrepôts du Havre.

Au capital de 12 millions, en valant 36 en Bourse, cette compagnie a émis 11 millions d'obligations. Elle a été créée en 1852. Cette ancienneté [161] explique comment il se fait que son Conseil est composé de grosses personnalités. Le lecteur pourra en juger, car voici leurs noms, dont certains ont déjà paru dans les pages précédentes.

Le président est Paul Bavière, déjà vu (Union parisienne (tome I) ; le vice-président M. Maurice Lamotte ayant adresse au Havre et à Paris et château à Moutiers (Orne), marié à une Durand-Viel, de la parenté du **vice-amiral Georges Durand-Viel**, membre de l'Académie des sciences, et du secrétaire du conseil d'administration du Crédit foncier. Les administrateurs sont M. Raoul Mallet, maintes fois cité, car il est une des têtes de la Banque Mallet frères, le duc d'Audiffret-Pasquier que nous reverrons aux mines d'Anzin⁷⁴ ; M. Jean Raoul-Duval, de la maison havraise d'importation et d'exportation (coton, café, etc.) E. Raoul-Duval et Cie, où il donne son adresse, administrateur de sociétés coloniales (Antilles ^[Pointe-à-Pitre] et Afrique ^[SHO, Havraise africaine]), d'une

⁷⁴ Député royaliste de l'Orne, le duc d'Audiffret-Pasquier est un descendant des hommes politiques d'Audiffret et Pasquier des XVIII^e et XIX^e siècles. Il est loin d'avoir la valeur intellectuelle du duc Pasquier, l'économiste. Son hôtel à Paris est 10, rue Bassano et son château est dans l'Orne à Mortrée. Il est président de la compagnie d'assurances le Lloyd de France-Vie. Il a épousé Marie-Antoinette de Saint-Genys, aussi est-il parent des Montgolfier, des La Grandière dont les noms ont paru ou paraîtront en ces pages.

Son **petit-fils** ^[fils cadet], le comte **Armand**, a épousé Yvonne de Montgomery de la parenté de J.-M. Bonnardel, vu précédemment, et des Double de Saint-Lambert, eux-mêmes alliés aux Pastré. Le duc et le comte sont du Jockey-Club, le dernier est aussi du Nouveau Cercle.

famille unie, d'une part, à la noblesse et, d'autre part, à la finance et au négoce, ainsi qu'on peut en juger par la note ci-dessous⁷⁵.

[162] Les autres administrateurs de cette compagnie sont au nombre de trois ; deux que nos lecteurs ont vus, puisque ce sont : le richissime industriel Edme Sommier, (raffinerie de sucre) et M. Charles Laroche, l'administrateur du Canal de Suez. Le troisième est M. Robert Ancel, le fils de Georges Ancel - qui fut député conservateur de la Seine-Inférieure [1912-1928] et que nous retrouverons dans les sociétés d'alimentation [Bénédictine] ; petit-fils d'un sénateur [Raoul] qui possédait deux châteaux, l'un à Harfleur (Seine-Inférieure), l'autre à Angoulême (Charente)[château d'Hurtebise à Dirac], châteaux qui sont encore la propriété de Georges et de Hubert Ancel. Celui-là a épousé une demoiselle de Houdetot, d'une famille de gros propriétaires fonciers normands. Quant à Robert Ancel, il s'est marié avec Nicole Vingtain [veuve remariée au préfet René Bouffet*], ce qui l'apparente aux Couturier, aux Parmentier et aux Girod de l'Ain, vus et revus au cours de notre étude (voir tomes I et II).

Le secrétaire du conseil est un M. François Hébrard, qui pourrait bien être de la famille des Hébrard, les fondateurs du *Temps*.

Observons à nouveau qu'en recherchant les liaisons familiales des personnages, on finit toujours par retrouver les mêmes noms, de sorte qu'en fin de compte le nombre des familles est restreint. Elles s'entremêlent toutes, unissant toutes des fortunes en même temps que des personnes et formant une véritable caste dans la classe capitaliste. Celle-ci s'accroît d'apports nouveaux, mais, en fait, peu nombreux, si négligeant les individus, on considère les familles, les cellules sociales.

La Manutention marocaine*.

Cette société a son siège social à Paris, au 36 de l'avenue Hoche, dans le même immeuble que l'Entreprise maritime et commerciale que nous avons étudiée. Aussi, y a-t-il entre ces deux sociétés six administrateurs communs. La Manutention marocaine, au

⁷⁵ Jean Raoul-Duval [fils d'Edmond, petit-fils du député bonapartiste] est l'époux de Suzanne de Billy, fille de Robert de Billy [à distinguer de son homonyme, l'ambassadeur, marié à Yvonne Fenaille] et de M^{me} née [Jeanne] Mirabaud, de la famille des banquiers. Le ménage Raoul-Duval habite à Paris dans l'hôtel de son beau-père, 56, rue de Boulainvilliers et a son hôtel au Havre, 18, rue Félix-Faure, rue où demeurent plusieurs Raoul-Duval. ~~Par sa femme, Jean est du parentage des Fenaille (pétrole) et des Meunier du Houssoye (parentage des Hachette), nom déjà cité tome II.~~ Nous verrons Robert de Billy dans la métallurgie.

Les Raoul-Duval proviennent d'un Duval, prénommé Raoul [1832-1887] qui fut, dans le dernier tiers du XIX^e siècle, député bonapartiste. C'était un cousin du banquier Sautter (voir précédemment et tomes I et II). En 1878, il était administrateur des mines de Decazeville. On l'y retrouvait encore en 1886 (voir Auguste CHIRAC : *les Rois de la République* et *l'Agiotage sous la III^e République*). Les Raoul-Duval ont des alliances dans la haute bourgeoisie du négoce, comme disaient nos ancêtres, à l'époque de la Révolution française. Ils font d'ailleurs eux-mêmes partie de cette classe. Ils semblent appartenir à la religion réformée. Notons les alliances suivantes :

Défunt Edmond Raoul-Duval [(1862-1932), fils du député cité plus ht, adm. SFFC + Indus. et agric. de Pointe-à-Pitre] avait épousé Valentine Johnston [fille de Nathaniel, député], de la famille de riches négociants bordelais qui a donné une de ses filles à M. Albert de Luze, une autre à Charles de Bethmann. Cette dernière fut mère de René de Bethmann qui a épousé une Waldner de Freundstein, noms que nous avons rencontrés comme apparentés aux Hottinguer, tandis que les de Luze sont, eux, alliés aux Cruse et aux Mallet. Toutes ces familles sont protestantes. Les Johnston possèdent le château Danzac, cinquième cru du vin de Margaux (Gironde). Nicolas Raoul-Duval [pasteur], fils d'Edmond, est le mari d'une Morin-Pons [Adrienne], famille de banquiers lyonnais, alliance de Watteville (voir tomes I et II et dans les pages précédentes). Feue Marguerite Raoul-Duval [fille de Fernand, régent Bq F, probablement frère cadet du député] a épousé M. Henri Couturié ; elle en eut un fils, Jean, qui épousa une cousine, Elisabeth Raoul-Duval, et le couple a un château à Savigné-l'Évesque (Sarthe). La famille Couturié a déjà été citée avec ses alliances nobiliaires, car l'une de ses filles est la comtesse de Lesseps et une autre la duchesse Decazes (voir tome II).

capital de 1.200.000 francs, compte dix-huit administrateurs dont nous avons déjà cité onze, qui sont : MM. Alexis Charmeil, Antoine Nunzi, Henri Cangardel, Henri-Louis Savon, François Estier, Henri de Freycinet, Georges Hersent, Marcel Marceron, Victor Peytral, André Silhol, Edmond Yvan.

Examinons un peu ceux qui apparaissent pour [164] la première fois sur notre scène. Ce sont : M. Victor Berti, siégeant en des conseils d'entreprises du Maroc où les Fould ont de gros intérêts ; M. Jacques-Jean Dailloux, sous-directeur de la Compagnie Paquet qu'il représente dans les trois sociétés marocaines dont il est administrateur ; M. Henri Duréault, préfet honoraire, vice-président des Grands Moulins de Paris, dont il sera parlé dans notre tome IV ; M. Pierre Lyautey, fils du maréchal, ayant le château paternel à Thorey (Meurthe-et-Moselle), membre du Jockey-Club et de l'Union (nous rappellerons que le maréchal fut l'organisateur du Maroc français) ; enfin, le comte Beaupoil de Saint-Aulaire, ambassadeur [à Londres, démis par le Cartel des gauches], dont la chronique judiciaire eut à s'occuper ces dernières années à propos de scandales financiers [condamné dans l'affaire Oustric] ; il a son château à Sarlat (Dordogne) et est le mari de Marguerite d'Avricourt et, ainsi, par elle, il se trouve apparenté aux Kulp (voir tome I), aux Spitzer et aux de Vanssay.

La Société française de transports et entrepôts frigorifiques.

Cette entreprise, usagère de chemins de fer et d'électricité, a été fondée en 1920 par la Compagnie du chemin de fer P.L.M. avec le concours de plusieurs groupements intéressés aux affaires frigorifiques. Par la suite, les compagnies de chemins de fer du Nord et de l'Est et d'Alsace-Lorraine se sont joints aux précédents groupements. Aussi, le capital actuel est de 40 millions. Il résulte de la façon dont cette société a été formée que son conseil d'administration doit contenir des représentants de ces divers groupements C'est, en effet, ce qui a lieu, comme nos lecteurs pourront en juger. Les administrateurs sont : M. André [165] Silhol, président, administrateur du P.L.M., et un des membres du groupe de Neuflyze-Monnier ; M. René Fabry, vice-président, administrateur du chemin de fer de l'Est⁷⁶ ; M. Pierre Getten, du chemin de fer du Nord (Groupe Rothschild) ; baron Pierre Girod de l'Ain, du chemin de fer P.L.M. (groupe de la banque catholique) ; M. Georges Goy, aussi du P.L.M. et du même groupe ; le baron André Laurent-Atthalin, de la Banque de Paris, du P.L.M. (groupe catholique) ; André Level ; Eugène Mugniot, du P.L.M. Tous ces personnages sont apparus déjà dans cet ouvrage, ainsi que le commissaire aux comptes, M. Xavier Lauras, qui a deux sœurs religieuses du Sacré-Cœur et un frère religieux. À ces administrateurs s'ajoutent : M. Henri [166] Bauer, inspecteur général des ponts et chaussées (promotion de 1889,

⁷⁶ Nous complétons ici ce que nous avons dit dans les tomes I et II sur la famille Fabry. René Fabry est le fils de Pol Fabry, ingénieur de l'E.C.P. (promotion de 1862), qui fut administrateur du Chemin de fer de l'Est, de la Compagnie algérienne, des assurances Monde, des Glacières de Paris. René a donc succédé à son père dans ces entreprises. Sa mère était une demoiselle Bompard, de la famille d'un homme politique de la fin du siècle dernier (voir aussi tomes I et II).

René et son parent Jacques Fabry sont à la Société des glacières de Paris. Cette société, au capital de 11 millions, est vieille de près de 70 ans, car elle naquit en 1868. Elle a six administrateurs. En sus des deux Fabry ; — il y a leur parent Louis Charlier (voir aux assurances Monde, tome II) ; — Raymond Lory, déjà vu à Monde ; — M. Eugène Mirabaud, vu et revu ; — M. Paul Sacerdote [15 mars 1869 à Lyon — 25 mai 1944 à Auschwitz], docteur es sciences, marié à Hortense Bloch, frère d'Achille Sacerdote dont la femme, née Jenny Bernard, est vice-présidente du conseil de la maison Jenny, haute couture. — Paul Sacerdote est d'ailleurs administrateur de la maison Jenny. Il a [trois filles : Hélène ép. Maurice Feige ; Marguerite ép. Michel Bourrelier (1900-1983) ; Lucie ép. Lucien Monier (1900-1989). Et] un fils, Michel Sacerdote [ép. Gabrielle Paraf, peut-être fille de Jean Paraf, v.-président Omnium Lyonnais, etc.], ingénieur de l'École polytechnique (promotion de 1925), qui est à la Société industrielle d'énergie électrique et à la Compagnie d'électricité de Varsovie, sociétés qui sont une coparticipation des groupes Gunzburg (juifs) et Crédit industriel et commercial (catholique). Les Sacerdote semblent être juifs. M. et M^{me} Achille Sacerdote ont un château à Château-l'Évêque (Dordogne).

de l'École polytechnique), représentant, en sa qualité de directeur, les chemins de fer d'Alsace-Lorraine (entreprise d'État), qu'il représente aussi à la Compagnie générale pour la navigation du Rhin, M. Robert Le Besnerais, directeur de l'exploitation du Chemin de fer du Nord (promotion de 1912 de l'École polytechnique), qu'il représente ; M. Émile Pellarin, ingénieur des Ponts et chaussées en congé (promotion de 1899, École polytechnique), directeur de la Compagnie des chemins de fer de l'Est qu'il représente dans le conseil de la Société française de transports et entrepôts frigorifiques.

Ce qui précède est un exemple frappant de la façon dont les groupes financiers s'entremêlent dans les conseils des sociétés qu'ils contrôlent.
